SUSTAINABLE ENERGY FOR ALL

Cartographie
des initiatives et programmes énergétiques en Afrique

Rapport final, mai 2016

Partenariat Afrique-UE pour l'énergie

Mentions légales

Publié par
Initiative de l'Union européenne pour l'énergie
Facilité de dialogue et de partenariat (EUEI PDF)

s/c Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Dag-Hammarskjöld-Weg 1–5
65726 Eschborn, Allemagne

aeep@euei-pdf.org
www.euei-pdf.org/aeep

Lieu et date de publication
Eschborn, mai 2016

Rédacteurs
David Otieno, Hadley Taylor, Daniel Schroth, Michael Franz

Rapport préparé par
Dr Rainer Quitzow (auteur principal), Dr Sybille Röhrkasten, Marit Berchner, Benjamin Bayer, Dr Sylvia Borbonus, Boris Gotchev, Sara Lingstädt, Dr Patrick Matschoss, Dr Jan Peuckert

Design et maquette
Schumacher. Visuelle Kommunikation
www.schumacher-visuell.de

Photos
© EUEI PDF (p. 8)
© International Research Center for Women (p. 14)
© Interpress Service (p. 22)
© Barefoot College (p. 56)

La **Facilité de dialogue et de partenariat (PDF)** est un instrument de l'Initiative de l'Union européenne pour l'énergie (EUEI). Elle est actuellement financée par la Commission européenne, l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande, l'Italie, les Pays-Bas et la Suède. L'EUEI PDF assure le Secrétariat du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie.

Le **Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE)** est l'un des huit partenariats stratégiques initiaux créés en vertu de la Stratégie conjointe UE-Afrique (JAES), qui établit un cadre de coopération de longue durée entre les deux continents. Les travaux du Secrétariat sont dirigés par les co-présidents du PAEE, par la Commission européenne (CE), par la Commission de l'Union africaine (CUA), par l'Italie et l'Allemagne du côté des partenaires européens et par l'Égypte et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) du côté africain.

Les co-présidents et partenaires du PAEE

Cartographie
des initiatives et programmes énergétiques en Afrique

Rapport final, mai 2016

Partenariat Afrique-UE pour l'énergie

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé par l'Institute for Advanced Sustainability Studies (institut des études avancées sur la durabilité de Potsdam) sous la direction du Dr Rainer Quitzow. Les contributions conceptuelles ont été apportées par Mme Dr Sybille Röhrkasten. L'analyse des données a été appuyée par Mme Marit Berchner. La collecte des données a été gérée par M. Benjamin Bayer, Mme Marit Berchner, M. Boris Gotchev, et les Drs Patrick Matschoss, Jan Peuckert, Rainer Quitzow et Sybille Röhrkasten. M. David Otieno, Mme Hadley Taylor et M. Michael Franz (du Secrétariat du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie) ainsi que M. Daniel Schroth (au nom de la plateforme africaine de l'Initiative SE4All hébergée par la Banque africaine de développement) ont fourni des conseils et ont examiné l'approche analytique et le rapport à divers stades du processus de recherche.

Les membres du groupe de pilotage du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (c'est-à-dire la Commission de l'Union africaine, la Commission européenne, l'Italie, l'Allemagne, l'Égypte et le COMESA) ont fourni une orientation politique et fait des commentaires à divers stades de la préparation de l'ensemble du rapport.

D'autres commentaires et orientations supplémentaires ont été fournis par M. Nicola Bugatti (CEDEAO – Centre régional des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, CEREEC), Mme Elizabeth Cohan (USAID), M. Philippe Niyongabo (consultant principal au sein de la Commission de l'Union africaine), le professeur Mosad Elmissiry et Mme Sarah Lawan (Agence de planification et de coordination du NEPAD), MM. Marcus Wiemann et David Lecoque (Alliance pour l'électrification rurale), M. Winfried Zarges (bureau de la GIZ auprès de l'Union africaine), M. Crispen Zana (conseiller à la Commission de l'Union africaine), MM. Arthur Itotia Njagi et Leo Joseph Blyth (Lighting Global, Société financière internationale) et M. Sandor Szabo (Centre commun de recherche de l'institut de l'énergie et des transports de l'Union européenne).

AVANT-PROPOS

Au cours des dix dernières années, et notamment en 2015 avec l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) et les engagements historiques pris lors de la COP21, la question de l'énergie durable en Afrique est passée au premier rang des priorités du programme international de développement et de climat. Ce que les parties prenantes du secteur énergétique ont défendu et que la communauté de développement et les gouvernements africains ont salué, c'est que l'accès à l'énergie durable est une condition préalable au développement économique en Afrique.

Du fait de ces priorités, le secteur connaît un afflux de nouvelles initiatives et de nouveaux acteurs engagés dans la réalisation de l'objectif commun, consistant à aider le continent à s'assurer un avenir énergétique durable. Cet accroissement des investissements et du nombre des initiatives énergétiques a également entraîné un besoin supplémentaire de coordination afin d'assurer l'efficacité de l'aide fournie par les partenaires du développement.

Pendant toute une série de débats structurés et consultatifs inaugurée en mai 2015 sous l'impulsion de la Commission européenne, de la Commission de l'Union africaine et de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, les parties prenantes ont demandé au Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE) de cartographier les initiatives énergétiques pour leur permettre, ainsi qu'aux responsables politiques africains, de s'y retrouver dans le grand nombre d'initiatives en cours dans le secteur, et d'engager des actions clés pour la mise en place d'un mécanisme de coordination panafricain dans le secteur de l'énergie proposé par la Commission de l'Union africaine (CUA).

Le rapport qui suit a été réalisé selon une approche consultative à tous les stades de son élaboration pour s'assurer que les données et l'analyse qui en a été faite reflètent les informations fournies par les initiatives elles-mêmes et permettent d'en tirer des conclusions utiles pour le secteur. La cartographie des initiatives est considérée comme une activité essentielle par des initiatives mondiales majeures telles que l'initiative SE4All et l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables (AREI), entre autres. L'étude offre ainsi la possibilité de contribuer directement aux tâches principales de ces initiatives afin de permettre l'utilisation des mécanismes de mise en œuvre existants.

Nous encourageons les parties prenantes à utiliser cette étude et à tenir compte des possibilités, lacunes et chevauchements dans le secteur énergétique africain, tels qu'ils ont été mis en lumière dans le rapport. Grâce à un effort concerté, les objectifs politiques du PAEE concernant l'accès à l'énergie, les énergies renouvelables, l'efficacité et la sécurité énergétiques pourront être atteints et l'Afrique pourra réaliser son objectif de réalisation d'un avenir énergétique durable.

Mai 2016

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements 2

Avant-propos 3

Table des matières 4

Section 1 : Aperçu 8
Contexte et objectifs de l'exercice de cartographie 8
Approche et activités clés à ce jour 9
Structure du rapport 9

Section 2 : Méthodologie et portée de l'exercice de cartographie 10
Sélection des initiatives et programmes (portée de l'exercice de cartographie) 10
Catégories de systématisation des informations 10
Méthode de collecte des données 11

Section 3 : Aperçu de l'APD du secteur de l'énergie en Afrique 12
Tendances de l'APD du secteur de l'énergie en Afrique 12
Répartition géographique de l'APD du secteur de l'énergie en Afrique 12

Section 4 : Données concernant certains programmes et initiatives 14
Dimension géographique et répartition de certaines initiatives et certains programmes 16
Partenaires participant aux initiatives et programmes sélectionnés 17
Secteurs et sous-secteurs concernés par les initiatives et programmes sélectionnés 18
Types d'assistance technique et de financement fournis par les initiatives et programmes sélectionnés 20

Section 5 : Synthèse des principales conclusions et identification des points d'entrée d'une action politique 22
Une base de connaissance systématique servant d'appui à la coordination 23
La coordination en pratique 24

Annexe 1 : Carte heuristique de la systématisation des informations 26

Annexe 2 : Aperçu du mécanisme de systématisation des informations 27

Annexe 3 : Vue d'ensemble des données clés sur les initiatives et programmes sélectionnés 28
Vue d'ensemble des initiatives de haut niveau 28
Vue d'ensemble des initiatives de haut niveau avec un programme opérationnel 30
Vue d'ensemble des programmes opérationnels et des mécanismes de mise en œuvre 34

Annexe 4 : Informations supplémentaires sur l'aide publique au développement (APD) dans le secteur de l'énergie en Afrique 51

Annexe 5 : Aperçu de modèles remplis d'initiatives et programmes sélectionnés 56

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Catégories de systématisation des informations 11
Tableau 2 Aperçu des principales initiatives et principaux programmes 15

LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1 Programmes de niveau national : organisations clés et principaux mécanismes d'octroi 12
Encadré 2 Cadre de mise en œuvre de l'initiative SE4All dans la CEDEAO 24
Encadré 3 Structure de coordination nationale de l'initiative SE4All au Kenya 25

LISTE DES FIGURES

Figure 1 Évolution de l'APD du secteur de l'énergie en Afrique, 2003–2013 12
Figure 2 Flux d'APD dans le secteur de l'énergie en Afrique, par région, 2009–2013 13
Figure 3 Dix principaux pays bénéficiaires de l'APD dans le secteur de l'énergie en Afrique, par pays et par habitant, 2009–2013, tous donateurs confondus 13
Figure 4 Carte 1 : Répartition géographique des programmes et initiatives sélectionnés 16
Figure 5 Carte 2 : Répartition géographique de l'AOD du secteur énergétique 16
Figure 6 Partenaires africains impliqués dans les programmes et initiatives sélectionnés 17
Figure 7 Participation des organisations donatrices multilatérales et bilatérales aux initiatives et programmes sélectionnés 17
Figure 8 Secteurs couverts par les initiatives et programmes sélectionnés 18
Figure 9 Sous-secteurs du secteur de l'électricité couverts par les initiatives et programmes sélectionnés 19
Figure 10 Types d'assistance technique fournie par les initiatives et programmes sélectionnés 20
Figure 11 Types de financement assurés par les initiatives et programmes sélectionnés 21
Figure A-1 APD des 10 principaux donateurs multilatéraux dans le secteur énergétique africain, 2009–2013 51
Figure A-2 APD des 10 principaux donateurs bilatéraux dans le secteur énergétique africain, 2009–2013 52
Figure A-3 Affectation régionale de l'APD dans le secteur énergétique africain, 10 principaux donateurs multilatéraux, 2009–2013 52
Figure A-4 Affectation régionale de l'APD dans le secteur énergétique africain, 10 principaux donateurs bilatéraux, 2009–2013 53
Figure A-5 Principaux donateurs bilatéraux dans chaque région africaine (part de l'APD bilatérale fournie par les 10 principaux donateurs bilatéraux, 2009–2013) 54
Figure A-6 Principaux donateurs multilatéraux dans chaque région africaine (part de l'APD fournie par les 10 principaux donateurs multilatéraux, 2009–2013) 55

LISTE D'ABRÉVIATIONS

AA	Agenda d'action
ACCES	Africa Clean Cooking Energy Solutions Initiative / Initiative « Solutions énergétiques pour une cuisson propre en Afrique »
AECF	Fonds Africa Enterprise Challenge
AEGF	Fonds de garantie pour l'énergie en Afrique
AFD	Agence française de développement
AfIF	Facilité d'investissement pour l'Afrique
AFREA	Programme d'accès aux énergies renouvelables en Afrique
AID	Association internationale de développement
AOD	Aide officielle au développement
APCN	Agence de planification et de coordination du NEPAD
AREI	Initiative africaine pour les énergies renouvelables
BAD	Banque africaine de développement
BCC	Communication pour des changements de comportement
BMZ	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement
CBN	Continental Business Network
CCAK	Clean Cookstoves Alliance of Kenya
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CER	Communautés économiques régionales
CEREEC	Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO
Ci-Dev	Carbon Initiative for Development
CMAE	Conférence ministérielle africaine sur l'environnement
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COP	Conférence des Parties
CPDN	Contributions prévues déterminées au niveau national
CUA	Commission de l'Union africaine
DFID	Département britannique pour le développement international
EEEP	Politiques régionales sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
EnDev	Energising Development
EREP	Politiques régionales sur les énergies renouvelables
ESWG	Groupe de travail sur la durabilité de l'énergie
EUEI	Initiative de l'UE pour l'énergie
EUEI PDF	Facilité de dialogue et de partenariat de l'Initiative de l'UE pour l'énergie
FADES	Fonds arabe de développement économique et social
FAER	Fonds africain des énergies renouvelables
FTP	Fonds pour les technologies propres
GACC	Global Alliance for Clean Cookstoves
GEEREF	Global Energy Efficiency and Renewable Energy Fund
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GLAE	Groupe des leaders africains de l'énergie
GPR	Garantie partielle de risque
GRMF	Geothermal Risk Mitigation Facility – Fonds pour l'atténuation des risques géothermiques
IASS	Institut d'études avancées sur la durabilité
IEFD	Institutions européennes de financement du développement
IRENA	Agence internationale des énergies renouvelables
ITF	Fonds fiduciaire pour les infrastructures
JAES	Stratégie conjointe UE-Afrique
JICA	Agence japonaise de coopération internationale

KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau, Banque de développement de l'Allemagne
KSS	Kenya SE4All Secretariat
MEP	Ministère de l'Énergie et du Pétrole
NEAPS	Plans d'action nationaux en matière d'efficacité énergétique
NEPAD-IPPF	Mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructure du NEPAD
NREAPS	Plans d'action nationaux en matière d'énergie renouvelable
ODD	Objectifs de développement durable
PAEE	Partenariat Afrique-UE pour l'énergie
PFN	Point focal national
PI	Prospectus d'investissement
PICI	Presidential Infrastructure Champion Initiative
PIDA	Programme de développement des infrastructures en Afrique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPIAF	Fonds de conseil en infrastructure publique-privée
PSM	Plan solaire méditerranéen
RECP	Programme de coopération pour les énergies renouvelables
REPoR	Des énergies renouvelables pour réduire la pauvreté
REPP	Plateforme de performance pour les énergies renouvelables
RES4Africa	Renewable Energy Solutions for Africa
RTAP	Programme régional d'assistance technique
SAIREC	Conférence internationale sur l'énergie renouvelable en Afrique
SDIP	Partenariat pour l'investissement dans le développement durable
SDM	Mécanisme de prestation de services
SE4All	Énergie durable pour tous
SEFA	Fonds des énergies durables pour l'Afrique
SNV	Organisation de développement des Pays-Bas (Netherlands Development Organization)
SREP	Programme de développement accéléré des énergies renouvelables
TAF	Facilité d'assistance technique de l'Union européenne
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

SECTION 1 : APERÇU

Contexte et objectifs de l'exercice de cartographie

Pour de nombreux gouvernements africains et organisations régionales, ainsi que pour la communauté internationale des donateurs, les investissements dans le secteur énergétique sont une priorité. En conséquence, de nombreuses initiatives ont été lancées avec pour objectif commun d'aider le continent à assurer la durabilité de son avenir énergétique. Cette évolution particulièrement bienvenue a également donné lieu à un besoin croissant d'échange et de coordination entre les initiatives et programmes de plus en plus nombreux dans ce secteur. Cela a été souligné à maintes occasions, et notamment lors des réunions stratégiques organisées dans le cadre du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE), y compris lors du Forum de SE4All à New York, en mai 2015, du Forum de Vienne sur l'énergie en juin 2015, de la Troisième conférence internationale sur le financement du développement, qui a eu lieu à Addis-Abeba en juillet 2015, ainsi que lors de la Conférence internationale sur l'énergie renouvelable en Afrique du Sud (SAIREC), qui s'est tenue au Cap, en octobre 2015. Ce point est repris dans un rapport récemment commandé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) sur l'avenir de l'approvisionnement énergétique en Afrique (*The Future of Africa's Energy Supply*)[1].

Dans ce contexte, il avait été demandé au Secrétariat du PAEE de fournir une plateforme afin de discuter de l'harmonisation des activités internationales soutenant le développement du secteur énergétique de l'Afrique. Ces discussions revêtaient une importance particulière dans le contexte de la Conférence des Parties (COP21) organisée à Paris en décembre 2015. La manifestation finale de la série de débats consultatifs a donc eu lieu dans le pavillon de l'Afrique à la COP21. Pour faciliter ces efforts de coordination, les parties prenantes ont également convenu qu'il était essentiel de créer une base de connaissances sur les initiatives et programmes énergétiques existants en Afrique. La création de cette base est une condition nécessaire à l'efficacité de la coordination. Cela a été confirmé par le bureau de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) et le G7 dans le cadre de l'Initiative pour les énergies renouvelables en Afrique (AREI), ainsi que par le groupe de travail du G20 sur la durabilité de l'énergie (Energy Sustainability Working Group – ESWG) présidé par la Turquie, qui ont constaté qu'une grande diversité d'informations était disponible sur ce thème, mais qu'il n'existait aucun guichet unique permettant d'avoir un aperçu complet de la situation.

Au cours de ces consultations, des parties prenantes importantes ont identifié la **cartographie des initiatives et programmes existants** comme étant une activité initiale primordiale à cet égard. L'exercice de cartographie est une contribution aux efforts de coordination panafricains dont la Commission de l'Union africaine (CUA), la Banque africaine de développement (qui héberge la plateforme africaine de SE4All), l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et d'autres partenaires sont le fer de lance. L'amélioration de la coordination contribuera à une plus grande cohérence, efficacité et efficience du soutien offert par les partenaires du développement.

Des parties prenantes ont demandé au PAEE d'appuyer l'élaboration de l'exercice de cartographie. Cet exercice est mis en œuvre par le PAEE grâce à un financement de la Commission européenne dans le cadre de l'accord de coopération qui existe entre l'Europe et l'Afrique relativement à des questions énergétiques présentant une importance stratégique mutuelle. La CUA assure le leadership politique, avec la contribution technique de la plateforme africaine de SE4All hébergée par la Banque africaine de développement (BAD) et celle des parties prenantes africaines dans le secteur de l'énergie. Le PAEE a demandé à l'institut d'études avancées sur la durabilité (IASS) de diriger l'exercice de collecte des données en étroite coopération avec des partenaires régionaux.

Réunion de coordination à New York, mai 2015 © EUEI PDF

1 Quitzow, R., Röhrkasten, S., Jacobs, D., Bayer, B., Jamea, El Mostafa, Waweru, Y., Matschoss, P. (2016) The Future of Africa's Energy Supply: Potentials and Development Options for Renewable Energy, *IASS Study*, March 2016. Available online at: *http://www.iass-potsdam.de/sites/default/files/files/study_march_2016_the_future_of_africas_energy_supply.pdf*

Approche et activités clés à ce jour

Le présent rapport est le résultat final de l'exercice de cartographie qui a été réalisé en trois phases.

- Phase 1 (*achevée au cours du troisième trimestre 2015*) : premier aperçu des initiatives et programmes clés et phase préliminaire de la collecte de données ;
- Phase 2 (*achevée au cours du premier trimestre 2016*) : examen et validation de la méthodologie et des résultats préliminaires par les parties prenantes clés, suivi d'une collecte de données supplémentaire ;
- Phase 3 (*achevée au cours du deuxième trimestre 2016*) : finalisation de l'exercice de cartographie avec une analyse supplémentaire et des conclusions sur la base d'une contribution supplémentaire des parties prenantes.

La première phase incluait l'élaboration d'une méthodologie pour l'exercice de cartographie et la mise en œuvre d'une première collecte de données sur la base de cette méthodologie. Les résultats de cette première phase de l'exercice de cartographie ont fait l'objet d'un premier rapport qui a été présenté et discuté avec les parties prenantes lors de séances de dialogue à la Conférence Internationale pour les Énergies Renouvelables en Afrique du Sud (SAIREC), au Cap, en octobre 2015, et lors de la semaine du PIDA organisée par la BAD, à Abidjan, en novembre 2015.

La phase 2 de l'exercice de cartographie a été mise en œuvre sur la base des commentaires reçus. Elle comprenait :

- un affinement de la méthodologie choisie pour sélectionner les initiatives et les programmes ;
- une révision des initiatives et programmes choisis sur la base de la méthodologie affinée, avec le soutien des parties prenantes ;
- une validation et une révision des informations recueillies sur les initiatives et programmes choisis lors de la première phase, par les représentants des organisations concernées ;
- une collecte de données sur un certain nombre d'initiatives et de programmes supplémentaires ;
- une compilation des données de base sur l'aide publique au développement (APD) dans le secteur de l'énergie en Afrique.

Les résultats du rapport de la phase 2 ont été présentés lors de la COP21 à Paris, en décembre 2015, lors de l'assemblée générale de l'IRENA à Abu Dhabi, en janvier 2016, lors du 3e Atelier annuel Afrique de SE4All, à Abidjan et lors de la réunion du Groupe de référence sur les infrastructures de la Stratégie conjointe UE-Afrique, à Addis-Abeba, qui ont eu lieu tous deux en février 2016.

Les tâches supplémentaires suivantes ont été réalisées dans la troisième et dernière phase de l'exercice de cartographie :

- collecte de données sur un petit nombre d'autres initiatives et programmes ;
- deuxième série d'exercices de validation et de révision des informations, en particulier pour les initiatives et programmes ajoutés dans la phase 2 ;
- agrégation et analyse des données ;
- entrevues avec des experts pour examiner les résultats et leurs éventuelles implications ;
- intégration d'études de cas sur la coordination des donateurs fournies par la plateforme africaine de SE4All.

Les parties prenantes clés consultées à différentes étapes de l'élaboration du rapport étaient les suivantes : plateforme africaine de SE4All, Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC), Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA), Département britannique pour le développement international (DFID), USAID, RES4MED, Energizing Development (EnDev), Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Société financière internationale, Alliance pour l'électrification rurale (ARE), Agence de planification et de coordination du NEPAD, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Banque mondiale, ainsi qu'une contribution importante des co-présidents du PAEE : la Commission de l'Union africaine, la Commission européenne, l'Égypte, l'Italie, l'Allemagne et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).

Structure du rapport

Le rapport est divisé en cinq sections, la section 1 (ci-dessus) donnant un aperçu de l'exercice et le plaçant dans son contexte. La section 2 présente la méthodologie affinée et le cadre analytique de l'exercice de cartographie. La section 3 donne un large aperçu des principales tendances de l'APD dans le secteur de l'énergie, y compris en ce qui concerne les différentes sources de l'APD et leur répartition régionale. La section 4 donne un aperçu des données recueillies sur les initiatives et programmes sélectionnés. En outre, les données complètes sur les différentes initiatives sont disponibles à l'annexe 5 de ce rapport, qui est disponible en ligne à l'adresse *http://euei-pdf.org/thematic-studies/mapping-of-initiatives*. La section 5 fait d'abord une synthèse des principales conclusions de l'étude. Elle détermine ensuite un certain nombre de points d'entrée d'une action politique et d'une coordination accrue et présente deux brèves études de cas sur les efforts de coordination existants.

SECTION 2 : MÉTHODOLOGIE ET PORTÉE DE L'EXERCICE DE CARTOGRAPHIE

Sélection des initiatives et programmes (portée de l'exercice de cartographie)

Compte tenu du temps et des moyens disponibles pour l'exercice de cartographie, sa portée a été limitée à d'importants programmes et initiatives engagés au niveau continental ou régional avec une certaine forme de participation du secteur public (soit des partenaires africains, soit de la communauté internationale de donateurs). L'exercice de cartographie ne rend par conséquent pas compte des détails d'une coopération internationale bi- et multilatérale traditionnelle réalisée par des exécutants (prestataires d'assistance technique, banques de développement, consultants, société civile) au nom des donateurs. Il est néanmoins reconnu qu'en termes de volume et d'impact, la coopération internationale traditionnelle représente une part considérable des efforts internationaux de promotion de l'énergie durable en Afrique. C'est ce que met en évidence la section 3 qui donne un aperçu général de l'aide publique au développement (APD) dans le secteur de l'énergie en Afrique.

Les limites spécifiques de l'exercice de cartographie ont été définies de manière à inclure des initiatives et des programmes répondant aux critères suivants :

- initiatives et programmes qui ont été officiellement lancés (c'est-à-dire à l'exclusion des initiatives planifiées) ;
- initiatives et programmes soutenus par des acteurs publics panafricains et/ou des partenaires internationaux du développement (donateurs et exécutants) ; initiatives et programmes multinationaux, y compris des initiatives ou des programmes d'un seul pays pour lesquels un déploiement multinational est prévu ;
- initiatives et programmes couvrant tous les sous-secteurs énergétiques, à l'exception des initiatives ou programmes exclusivement axés sur les énergies fossiles à grande échelle (charbon, pétrole, gaz) et/ou l'énergie nucléaire ;
- initiatives et programmes très ambitieux compte tenu
  - des résultats attendus (c'est-à-dire des résultats dont les bénéficiaires prévus se mesurent en centaines de milliers) ;
  - du financement considérable confirmé (au moins 5 millions EUR uniquement pour des initiatives d'assistance technique (AT) ; au moins 20 millions EUR pour des instruments de financement).

Comme il n'est pas possible de vérifier le niveau d'ambition exact de toutes les initiatives et tous les programmes, la sélection des initiatives et programmes s'est faite en coopération avec les principales parties prenantes. Dans le cadre de l'examen de la méthodologie de l'exercice de cartographie, la liste initiale des initiatives et programmes sélectionnés figurant dans le rapport de la phase 1 a été présentée aux parties prenantes auxquelles il a été demandé de l'examiner. À la suite de cet examen, 58 initiatives au total ont été sélectionnées. La liste définitive des initiatives et programmes est présentée dans le tableau 2 ci-dessous.

Catégories de systématisation des informations

Le cadre de systématisation des informations présenté dans le rapport de la phase 1 de l'exercice de cartographie a été très bien accueilli par les parties prenantes. Une seule modification mineure du cadre initial a été demandée puis mise en œuvre. Le tableau 1 donne un aperçu de l'ensemble définitif des catégories qui ont été choisies pour caractériser les initiatives et programmes existants. L'annexe 1 du rapport donne une illustration graphique du plan. Les catégories et sous-catégories définies dans le plan servent de base à la création d'un modèle standardisé de collecte de données (voir l'annexe 2).

Tableau 1 : Catégories de systématisation des informations

Type d'intervention	Initiative de haut niveau Programme actif / Mécanisme d'exécution	
Partenaires africains	Organisation panafricaine Organisation régionale Gouvernement national Autre organisme du secteur public Secteur privé Société civile	
Participation des donateurs	Donateur unique Donateurs multiples Bilatéraux Multilatéraux	
Instruments de financement	Subvention non remboursable Actions Dette Garanties (phase initiale)	
Assistance technique	Dialogue et mise en place de réseaux Information et analyse Soutien politique et renforcement des institutions Préparation et mise en œuvre du projet – AT Renforcement des compétences / capacités et formation	
Sous-secteurs énergétiques couverts	Électricité	Réseau électrique (intégration, transport, distribution au niveau régional) Production connectée au réseau Mini-réseaux Systèmes autonomes hors-réseau
	Chauffage et refroidissement Efficacité énergétique Énergie de cuisson	
Sources d'énergie	Sources d'énergies renouvelables Sources non renouvelables	
Portée géographique	Continentale Régionale Nationale	

Méthode de collecte des données

Pendant tout l'exercice de cartographie, les informations sur les initiatives et programmes sélectionnés ont été collectées auprès de sources accessibles au public, c'est-à-dire des sites web, des descriptifs et rapports de projets. Ces informations ont été complétées par des données disponibles dans les archives du Secrétariat du PAEE. Dans 14 cas, les informations ont été directement fournies par des représentants responsables du programme. Les informations collectées auprès de sources publiques ont été envoyées aux représentants des organisations directement concernées par les initiatives et programmes pour qu'ils puissent les examiner. Sur cette base, des informations sur 37 des initiatives et programmes sélectionnées ont été validées. Au total, des informations sur 51 des 58 initiatives et programmes ont été soit fournies, soit validées par des représentants des programmes.

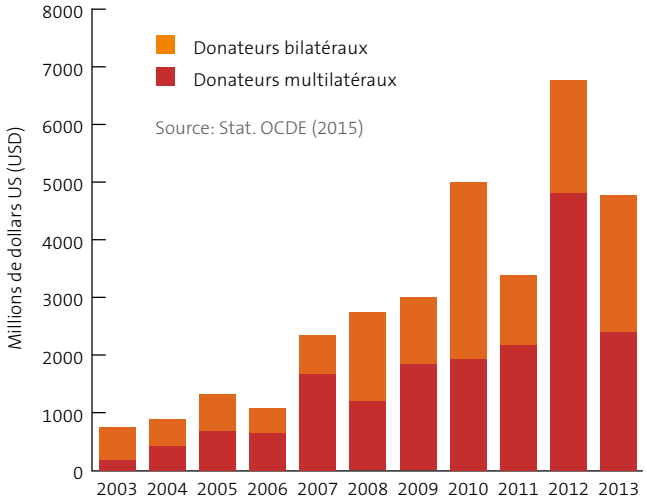
De plus, des consultations d'experts du CEREEC, de Lighting Global/Lighting Africa, de Power Africa et de la plateforme africaine de SE4All concernant les principales conclusions et implications connexes du rapport ont été réalisées dans la phase 3 de l'exercice de cartographie. Par ailleurs, deux études de cas donnant des exemples de coordination par les donateurs dans le secteur énergétique africain ont été fournies par la plateforme africaine de SE4All.

SECTION 3 : APERÇU DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE EN AFRIQUE

Tendances de l'APD du secteur de l'énergie en Afrique

Au cours des 10 dernières années, l'aide publique au développement (APD) du secteur africain de l'énergie s'est considérablement accrue (voir la figure 1). Elle a été multipliée par six et est passée d'environ 750 millions USD en 2003 à plus de 4,7 milliards USD en 2013. Globalement, le secteur de l'énergie représentait légèrement plus de 7 pour cent de l'APD en Afrique. De 2003 à 2013, les donateurs multilatéraux ont assuré 56 pour cent de l'APD du secteur de l'énergie contre 44 pour cent pour les donateurs bilatéraux. Des renseignements détaillés sur les flux d'APD multilatérale et bilatérale sont donnés dans l'annexe 4.

Figure 1 : Évolution de l'APD du secteur de l'énergie en Afrique, 2003–2013



Le présent exercice de cartographie met l'accent sur les principales initiatives continentales et régionales dans le secteur de l'énergie en Afrique, mais les chiffres ci-dessus comprennent la totalité de l'APD consacrée à l'énergie, y compris les fonds provenant de programmes nationaux de différents donateurs multilatéraux et bilatéraux. Bien qu'ils n'entrent pas dans le cadre du présent exercice de cartographie, ils constituent une importante composante de l'APD dans le secteur énergétique de l'Afrique. L'encadré 1 donne un bref aperçu des principales organisations et principaux mécanismes d'octroi au niveau national.

Encadré 1 : Programmes de niveau national : organisations clés et principaux mécanismes d'octroi

Comme indiqué dans la figure 1, les trois principaux donateurs multilatéraux du secteur de l'énergie en Afrique sont la Banque mondiale, les institutions de l'UE et la Banque africaine de développement. Si les trois participent à divers programmes multinationaux et les gèrent, la majeure partie des financements multilatéraux est déboursée sous forme de prêts et de subventions à des gouvernements nationaux individuels. Les institutions de l'UE fournissent leur APD via divers programmes thématiques et géographiques selon des modalités directes et indirectes de mise en œuvre, notamment des instruments hybrides.

De même, les principaux donateurs bilatéraux mettent une bonne partie de leur APD à disposition grâce à divers mécanismes d'octroi au niveau national. L'Agence française de développement (AFD) est la principale agence de mise en œuvre de l'APD française qui est fournie sous forme de subventions, de prêts et d'assistance technique. L'APD allemande au niveau national est déboursée via des programmes d'assistance technique gérés par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et via différentes formes d'assistance financière. Cette dernière est essentiellement distribuée par l'intermédiaire de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW, Institut de crédit pour la reconstruction, banque de développement de l'Allemagne) sous la forme de prêts concessionnels et d'autres instruments financiers. L'APD japonaise fonctionne de façon similaire avec l'Agence japonaise de coopération internationale (Japanese International Cooperation Agency, JICA) et la Banque japonaise de coopération internationale respectivement responsables de l'assistance technique et de l'aide financière.

Répartition géographique de l'APD du secteur de l'énergie en Afrique

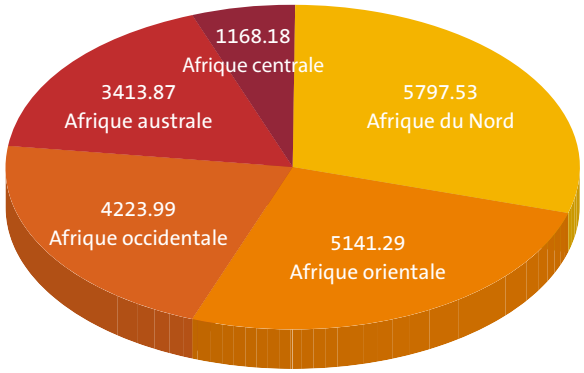
La figure 2 représente la répartition régionale de l'APD dans le secteur de l'énergie entre 2009 et 2013. Comme on peut le voir, l'Afrique du Nord et l'Afrique orientale ont bénéficié des plus importants volumes d'APD du secteur de l'énergie pendant cette période, soit plus de la moitié de l'APD totale (29 et 26 pour cent, respectivement). La population de

l'Afrique du Nord représente 16 pour cent de la population africaine. C'est aussi la seule région africaine disposant d'un accès quasi universel à l'électricité alors que l'Afrique sub-saharienne est la région la moins électrifiée du monde.[2] En Afrique orientale – qui abrite 23 pour cent des Africains – quatre personnes sur cinq n'ont pas accès à l'électricité. L'Afrique occidentale se classe troisième pour ce qui est de l'APD reçue (23,3 %, soit 2,8 milliards USD) et représente 30 pour cent de la population africaine. Loin derrière suivent l'Afrique australe (10,8 %, 1,3 milliard USD) et l'Afrique centrale (7,5 %, 908 millions USD). La population de l'Afrique australe représente 21 pour cent de la population africaine, et celle de l'Afrique centrale 11 pour cent.[3]

L'annexe 4 donne un aperçu complet de la répartition géographique de l'APD des principaux donateurs multilatéraux et bilatéraux dans le secteur de l'énergie.

Un coup d'œil aux dix principaux pays bénéficiaires de l'APD consacrée au secteur de l'énergie en Afrique entre 2009 et 2013 (voir la figure 3) montre que l'Égypte et le Kenya sont les deux pays qui reçoivent, et de loin, le plus gros volume d'APD dans le secteur de l'énergie (3,3 milliards USD pour l'Égypte et 3,1 milliards USD pour le Kenya). Leurs taux d'électrification sont respectivement de 100 pour cent et 20 pour cent. Ils devancent l'Éthiopie, la Tanzanie, le Maroc et la Tunisie qui ont chacun reçu entre 1,2 et 1,4 milliard USD. Le Nigeria a reçu 954 millions USD, alors que la République démocratique du Congo, l'Ouganda et le Liberia ont chacun obtenu entre 600 et 700 millions USD. Ensemble, ces dix pays représentent plus des deux tiers de l'APD totale dans le secteur de l'énergie, alors qu'ils totalisent tout juste plus de la moitié de la population du continent. Par habitant, ce sont trois pays relativement petits – Cap-Vert, le Liberia et Djibouti – qui sont les mieux placés. Mais le Kenya, le Maroc et l'Égypte, trois grands pays africains, figurent également parmi les pays dans lesquels l'APD par habitant, dans ce domaine, est la plus élevée. Des informations supplémentaires sur le rôle de la programmation au niveau national sont fournies dans l'annexe 4.

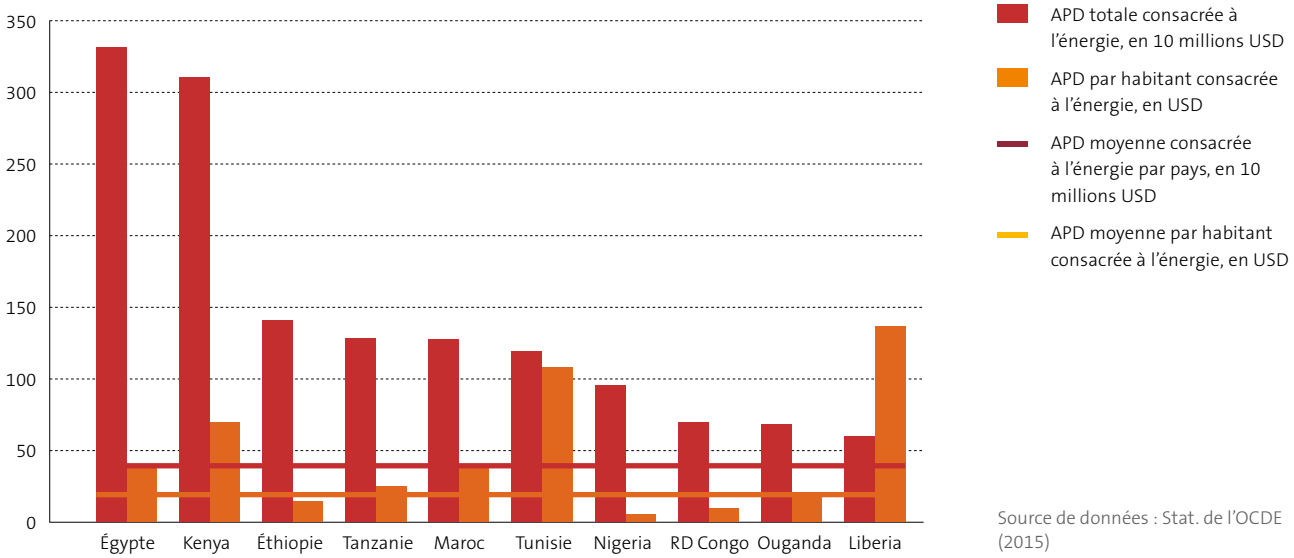
Figure 2 : Flux d'APD dans le secteur de l'énergie en Afrique, par région, 2009–2013 (en millions USD)



2 AIE 2014 : Africa Energy Outlook – Une étude sur les perspectives énergétiques de l'Afrique subsaharienne, p. 30 et suiv.

3 Les données démographiques sont tirées de la base de données base de données des indicateurs de développement dans le monde, dernière mise à jour le 11 décembre 2015.

Figure 3: Dix principaux pays bénéficiaires de l'APD dans le secteur de l'énergie en Afrique, par pays et par habitant, 2009–2013, tous donateurs confondus



Source de données : Stat. de l'OCDE (2015)

SECTION 4 : DONNÉES CONCERNANT CERTAINS PROGRAMMES ET INITIATIVES

La section suivante présente une synthèse des données collectées relativement aux initiatives et programmes sélectionnés sur la base de la méthodologie décrite dans la section 2. Le tableau 2 donne un aperçu des programmes et initiatives sélectionnés. Pour chacun des programmes énumérés, le modèle de l'annexe 2 a été rempli sur la base des données à la disposition du public. Comme indiqué dans la section 2, pour 51 des 58 initiatives et programmes, les informations ont été validées ou fournies directement par les représentants des organisations directement concernées par le programme. **Des informations détaillées et des données relatives à chaque initiative sont disponibles en ligne à l'adresse :** *http://www.euei-pdf.org/fr/paee/cartographie-des-initiatives-et-programmes-energetiques-en-afrique*. Une version condensée des données figure à l'annexe 3 du rapport.

© Centre international de recherche sur les femmes

Tableau 2 : Aperçu des principales initiatives et principaux programmes

Initiatives de haut niveau	
Africa Power Vision	Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE)
Corridor africain d'énergies propres	Presidential Infrastructure Champion Initiative (PICI, Initiative présidentielle des champions pour les infrastructures)
Groupe des leaders africains de l'énergie (GLAE)	Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA)
Initiative africaine pour les énergies renouvelables (AREI)	SE4All (plateforme africaine)
Initiatives de haut niveau avec un programme opérationnel	
Africa 50	New Deal on Energy for Africa (Nouveau Pacte pour l'énergie de l'Afrique)
ElectriFi	Power Africa
Energies pour l'Afrique	Programme africain d'accès aux énergies renouvelables (AFREA I & II) – ESMAP
Fonds de conseil en infrastructure publique-privée (PPIAF)	Programme de garantie de la Banque mondiale
Global Alliance For Clean Cookstoves (Alliance mondiale pour des cuisinières propres)	
Programmes opérationnels et mécanismes de mise en œuvre	
Biofuels Programme for Household and Transport Energy Use (Promotion des biocarburants pour l'utilisation des ménages et des transports en Afrique)	Initiative « Solutions énergétiques pour une cuisson propre en Afrique »
Carbon Initiative for Development (Ci-Dev, initiative carbone pour le développement)	Institutions européennes de financement du développement (IEFD) et Fonds de développement du secteur privé
Energising Development (EnDev)	IRENA/ADFD Project Facility (Structure conjointe d'appui aux projets de l'IRENA et du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement – ADFD)
Energy Access Ventures	Lighting Africa
Energy Africa Campaign	Mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructure du NEPAD (NEPAD-IPPF)
Facilité ACP-UE pour l'énergie	Mini-réseaux « verts », Fonds régional Afrique
Facilité d'assistance technique de l'Union européenne (FAT)	NEPAD Continental Business Network (CBN, Réseau d'affaires continental du NEPAD)
Facilité de dialogue et de partenariat de l'Initiative de l'UE pour l'énergie (EUEI PDF)	Partenariat pour l'investissement dans le développement durable (SDIP)
Facilité Énergie renouvelable de la CEDEAO (EREF)	PIDA Service Delivery Mechanism (SDM, mécanisme de prestation de services du PIDA)
Fonds Africa Enterprise Challenge (AECF)	Plan solaire méditerranéen (PSM)
Fonds africain des énergies renouvelables (FAER)	Programme de coopération Afrique-UE pour les énergies renouvelables (RECP)
Fonds de garantie pour l'énergie en Afrique (AEGF)	Programme de partenariat de l'énergie et de l'environnement (EEP Afrique)
Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA)	Programme d'investissement en bioénergie africaine du NEPAD
Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (FFI) / Facilité d'investissement pour l'Afrique (AfIF)	Programme genre et énergie du Programme d'accès aux énergies renouvelables en Afrique (AFREA)
Fonds pour l'atténuation des risques géothermiques	Programme régional Énergie pour la réduction de la pauvreté
Fonds pour les technologies propres (FTP)	Regional Technical Assistance Programme (Programme régional d'Assistance technique – RTAP)
Fonds stratégique pour le climat – Programme de développement accéléré des énergies renouvelables pour les pays à faible revenu (SREP)	Renewable Energy for Poverty Reduction Program (Des énergies renouvelables pour réduire la pauvreté, REPoR)
Garantie partielle de risque du Fonds africain de développement (GPR)	Renewable Energy Performance Platform (Plateforme de performance pour les énergies renouvelables, REPP)
GET FiT Uganda	Renewable Energy Solutions for Africa (RES4Africa)
Global Efficacité énergétique and Renewable Energy Fund (GEEREF – Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables)	Scaling Solar (initiative pour une production rapide d'énergies propres)
Groupe de développement des infrastructures privées	

Dimension géographique et répartition de certaines initiatives et certains programmes

Compte tenu de l'accent mis sur les engagements majeurs sur le continent africain, l'exercice de cartographie ne couvre que les initiatives et programmes qui sont multinationaux par nature ou qui prévoient de l'être. Parmi les initiatives et programmes sélectionnés, 84 pour cent ont une dimension continentale. Seulement 14 pour cent ont une dimension régionale, ce qui veut dire qu'ils ne couvrent qu'une ou deux sous-régions africaines. GET FiT Uganda est le seul programme national inclus dans l'exercice bien qu'il soit prévu qu'il soit mis en œuvre au niveau multinational.

La figure 4 indique dans quels pays africains les initiatives et programmes sélectionnés sont actuellement en cours d'exécution. Dans ce contexte, il est à noter que la répartition des activités dans chaque pays n'a pu être précisée que pour 33 des 58 initiatives et programmes. Sur ce nombre, plus de 20 initiatives et programmes sont actifs au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, pays ciblés par le plus grand nombre des initiatives et programmes sélectionnés. Treize pays africains sont visés par 11 à 20 initiatives, et 28 le sont par 5 à 10 initiatives et programmes. Dix pays cités sont visés par moins de 5 initiatives et programmes.

Ces chiffres sont révélateurs d'importants chevauchements et de différences considérables dans la répartition de l'APD au niveau des pays. Comme le montre la figure 5, le Kenya et la Tanzanie figurent tous les deux parmi les premiers pays pour ce qui est du nombre total d'initiatives et de programmes actifs et de l'APD qu'ils perçoivent pour leur secteur énergétique. Ils figurent également tous les deux dans un groupe de sept pays africains ayant reçu plus d'un milliard de dollars US en aide publique au développement de leur secteur énergétique entre 2009 et 2013. L'Ouganda, troisième pays comptant plus de 20 initiatives et programmes actifs, n'a pas atteint le seuil du milliard de dollars US pendant ce même laps de temps. Néanmoins, il figure également parmi les dix premiers bénéficiaires de l'APD. De même, le Nigeria et l'Éthiopie figurent dans le top dix, aussi bien pour l'APD reçue pour le développement du secteur énergétique que pour le nombre d'initiatives et de programmes.

Les pays d'Afrique centrale reçoivent le moins d'aide publique pour le développement de leur secteur énergétique et ils sont visés par moins de 10 initiatives et programmes. Dans cette région, la République démocratique du Congo est une exception notable dans la mesure où elle a perçu près de 700 millions de dollars US et est ciblée par plus de dix initiatives et programmes. L'Afrique du Nord est la région dans laquelle le nombre d'initiatives et de programmes sélectionnés est le moins important. Cependant, en contradiction totale avec ce constat, trois pays d'Afrique du Nord (Égypte, Maroc et Tunisie) ont chacun reçu plus d'un milliard de dollars US d'aide publique au développement de leur secteur énergétique entre 2009 et 2013 et ils figurent parmi les dix premiers bénéficiaires de l'APD du secteur de l'énergie en Afrique. De fait, l'Égypte, qui a reçu plus de 3 milliards de dollars US d'APD de son secteur de l'énergie, est le premier bénéficiaire dans cette catégorie sur le continent. Cette différence tient sans doute essentiellement au fait que les pays d'Afrique du Nord reçoivent la majeure partie de l'APD par le biais de programmes bilatéraux traditionnels.[4]

4 En outre, les parties prenantes consultées pendant l'exercice de cartographie se sont probablement davantage focalisées sur les initiatives concentrées en Afrique subsaharienne. La Facilité d'investissement pour le voisinage de l'Union européenne, par exemple, qui couvre l'Afrique du Nord, mais non l'Afrique subsaharienne, n'était pas incluse dans la liste des initiatives et programmes.

Figure 4 : Carte 1 : Répartition géographique des programmes et initiatives sélectionnés

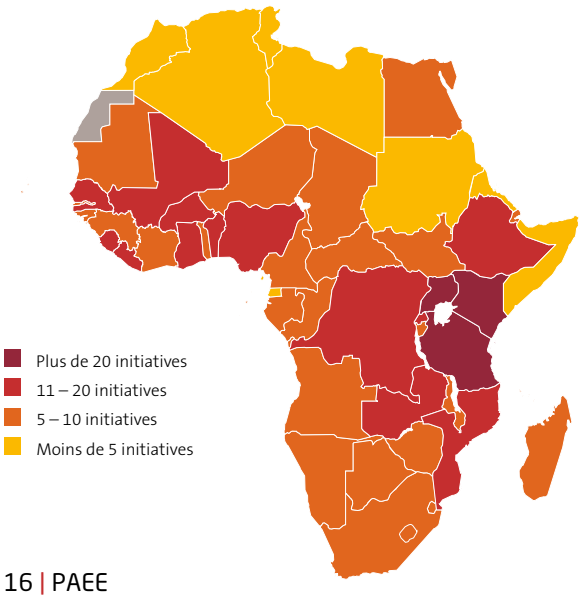
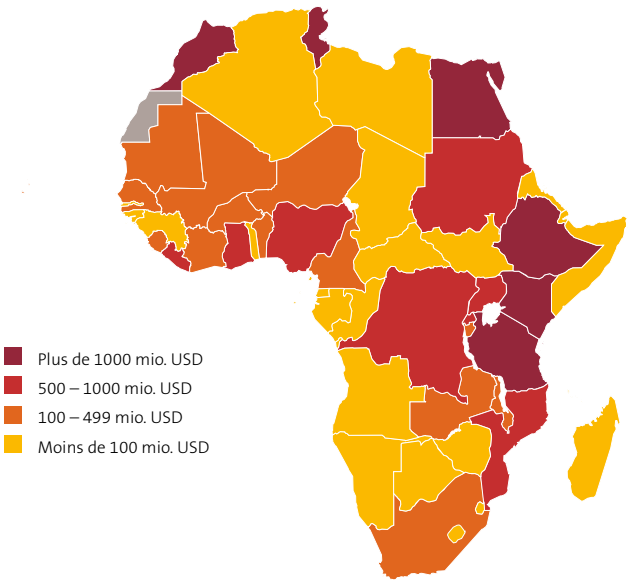


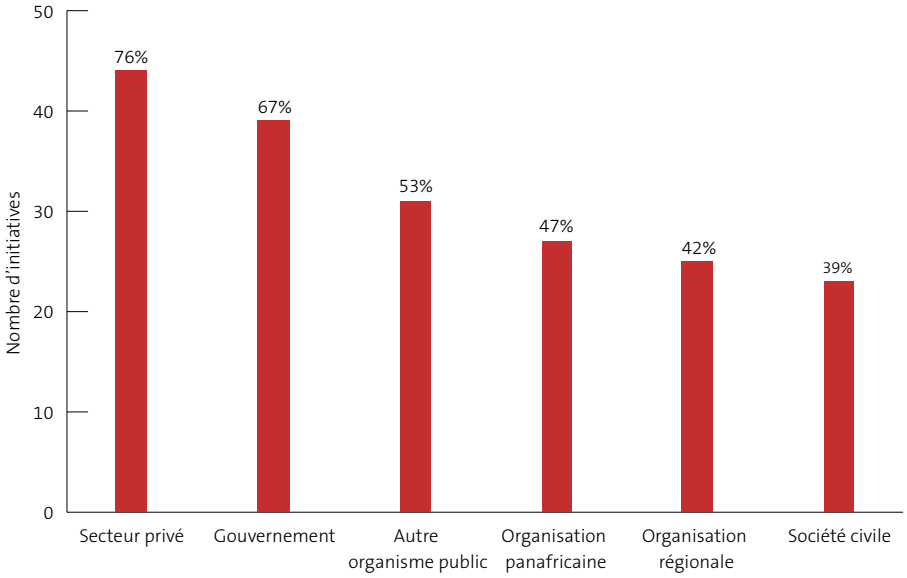
Figure 5 : Carte 2 : Répartition géographique de l'AOD du secteur énergétique



Partenaires participant aux initiatives et programmes sélectionnés

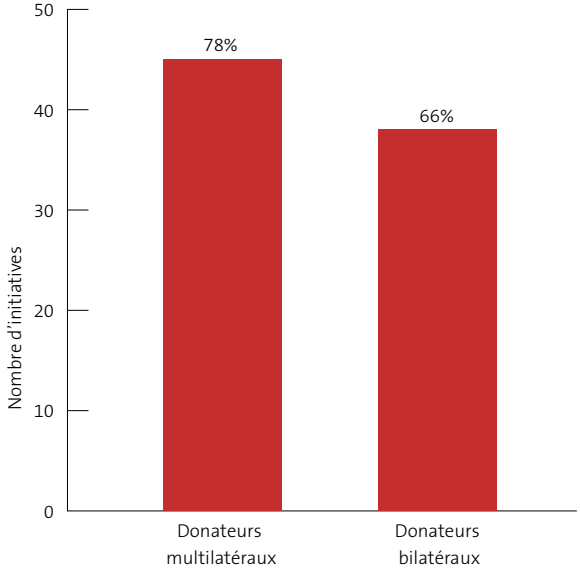
Comme indiqué plus haut, l'exercice de cartographie porte essentiellement sur les initiatives et programmes les plus importants. Il en résulte que les initiatives et programmes sélectionnés sont majoritairement multilatéraux et multi-donateurs par nature. Seulement 14 pour cent des initiatives sélectionnées sont des programmes financés par un seul donateur. Les figures 6 et 7 donnent un aperçu des types de partenaires concernés. Les gouvernements et des acteurs du secteur privé participent à la plupart des initiatives et programmes. Ce sont les organisations régionales et les organisations de la société civile qui participent le moins aux initiatives, mais elles n'en prennent pas moins une part active à plus d'un tiers des initiatives et programmes faisant l'objet de l'exercice de cartographie. Les donateurs multilatéraux participent à 77 pour cent de ces initiatives et programmes, et les donateurs bilatéraux à 65 pour cent.

Figure 6 : Partenaires africains participant aux programmes et initiatives sélectionnés



* Les pourcentages indiqués dans ce diagramme ont été calculés sur la base d'un total de 58 initiatives et programmes.

Figure 7: Participation des organisations donatrices multilatérales et bilatérales aux initiatives et programmes sélectionnés

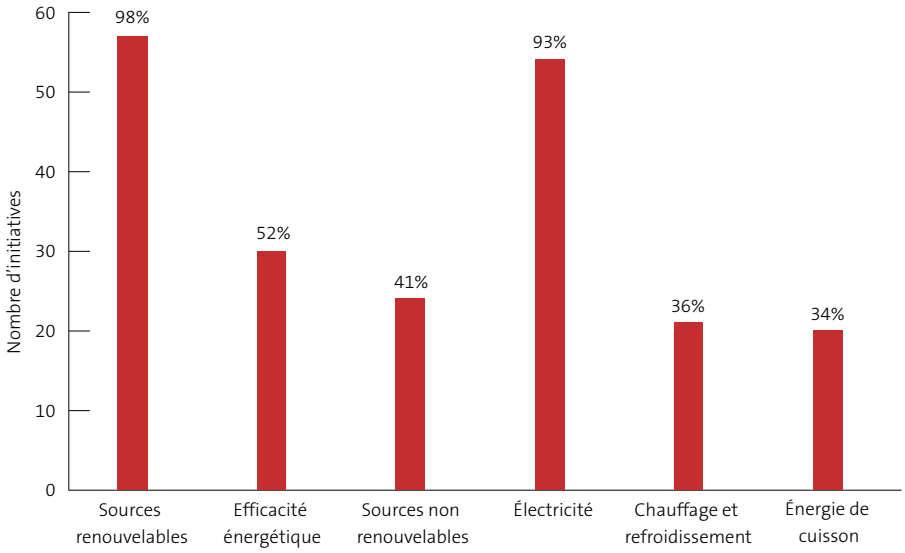


* Les pourcentages indiqués dans ce diagramme ont été calculés sur la base d'un total de 58 initiatives et programmes.

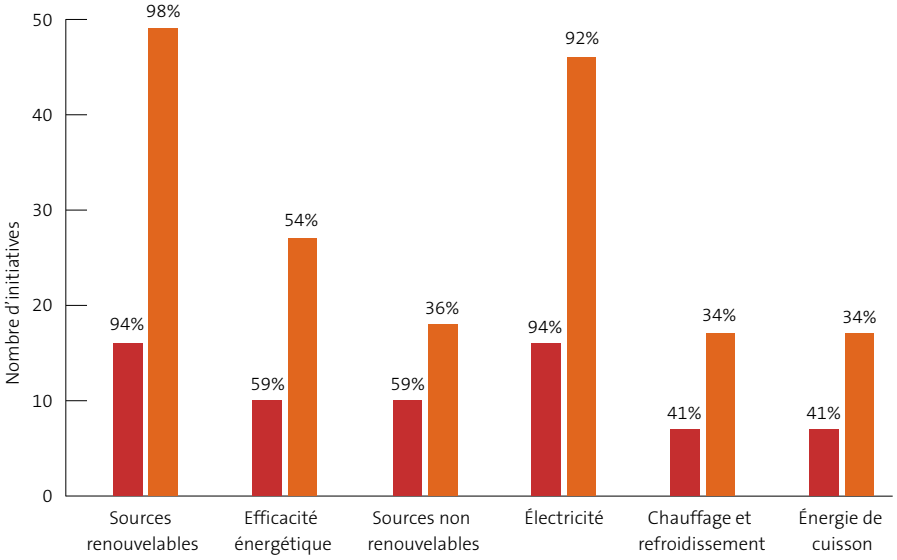
Secteurs et sous-secteurs concernés par les initiatives et programmes sélectionnés

Comme le montre la figure 8, pratiquement toutes les initiatives et tous les programmes mettent l'accent sur la promotion des énergies renouvelables. Un peu plus de la moitié des initiatives de haut niveau, y compris l'initiative SE4All, le Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE), le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) et le Groupe des leaders africains de l'énergie (GLAE) concernent le secteur énergétique dans son ensemble (c'est-à-dire les énergies renouvelables et non renouvelables), mais visent plus particulièrement le secteur des énergies renouvelables. Près de 60 pour cent mettent l'accent sur les énergies renouvelables et sur l'efficacité énergétique. Seulement deux initiatives – le Corridor africain d'énergies propres et l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables (AREI) – mettent exclusivement l'accent sur les énergies renouvelables. Tous les programmes opérationnels soutiennent les énergies renouvelables. Un peu moins d'un tiers mettent exclusivement l'accent sur les énergies renouvelables et plus de 50 pour cent sur les énergies renouvelables et sur l'efficacité énergétique. Enfin, dans leur grande majorité, les initiatives et programmes concernent le secteur de l'électricité alors qu'un peu plus d'un tiers mettent l'accent sur le chauffage et le refroidissement. Le secteur de l'énergie utilisée pour la cuisson reste le moins représenté des secteurs couverts par les initiatives et programmes sélectionnés.

Figure 8 : Secteurs couverts par les initiatives et programmes sélectionnés



* Les pourcentages indiqués dans ce diagramme ont été calculés sur la base d'un total de 58 initiatives et programmes.

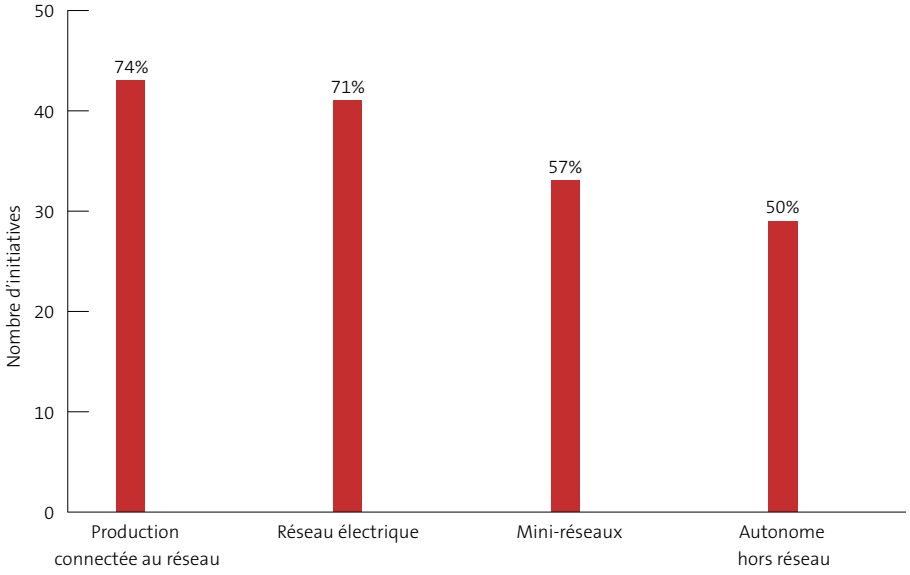


* Les pourcentages indiqués dans le diagramme du bas ont été calculés sur la base d'un total de 17 initiatives de haut niveau et de 50 programmes opérationnels. Comme un certain nombre de programmes figurent dans les deux catégories, les pourcentages peuvent présenter des différences avec les pourcentages calculés pour la totalité des initiatives et programmes figurant dans le diagramme du haut.

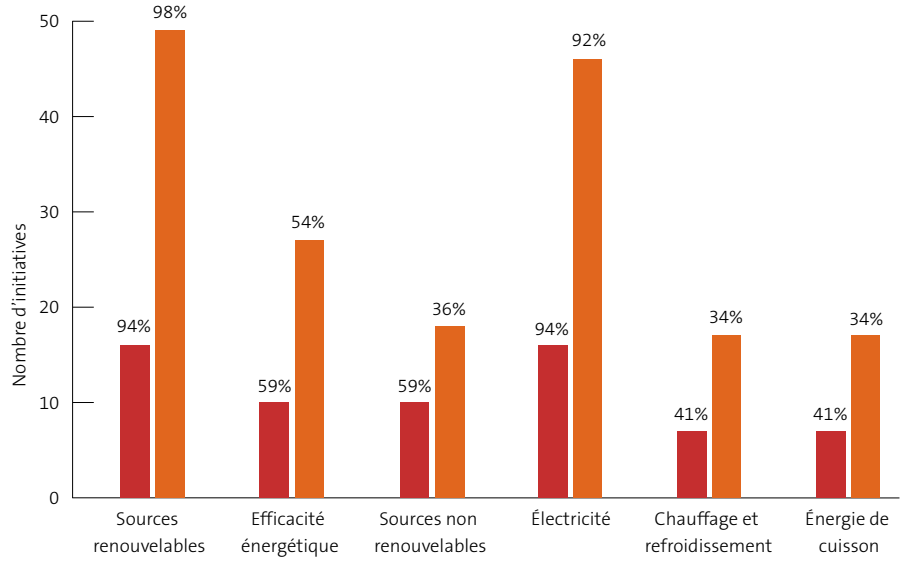
Initiatives de haut niveau
Programmes opérationnels

Soixante-quatorze pour cent des initiatives et programmes soutiennent la production d'électricité connectée au réseau et 71 pour cent le système d'électricité. Dans les deux cas, la proportion d'initiatives de haut niveau est supérieure à celle des programmes opérationnels. Avec une part respective de 57 et 50 pour cent, les mini-réseaux et les applications autonomes non raccordées au réseau sont relativement moins soutenus. Là encore, les proportions sont assez proches entre initiatives de haut niveau et programmes opérationnels, ces derniers conservant un faible avantage. Compte tenu du stade relativement peu avancé du développement du marché dans ces deux secteurs, les experts ont considéré que ces résultats étaient encourageants.

Figure 9 : Sous-secteurs du secteur de l'électricité couverts par les initiatives et programmes sélectionnés



* Les pourcentages indiqués dans ce diagramme ont été calculés sur la base d'un total de 58 initiatives et programmes.



* Les pourcentages indiqués dans le diagramme du bas ont été calculés sur la base d'un total de 17 initiatives de haut niveau et de 50 programmes opérationnels. Comme un certain nombre de programmes figurent dans les deux catégories, les pourcentages combinés du diagramme du bas peuvent présenter des différences avec les pourcentages calculés pour la totalité des initiatives et programmes figurant dans le diagramme du haut.

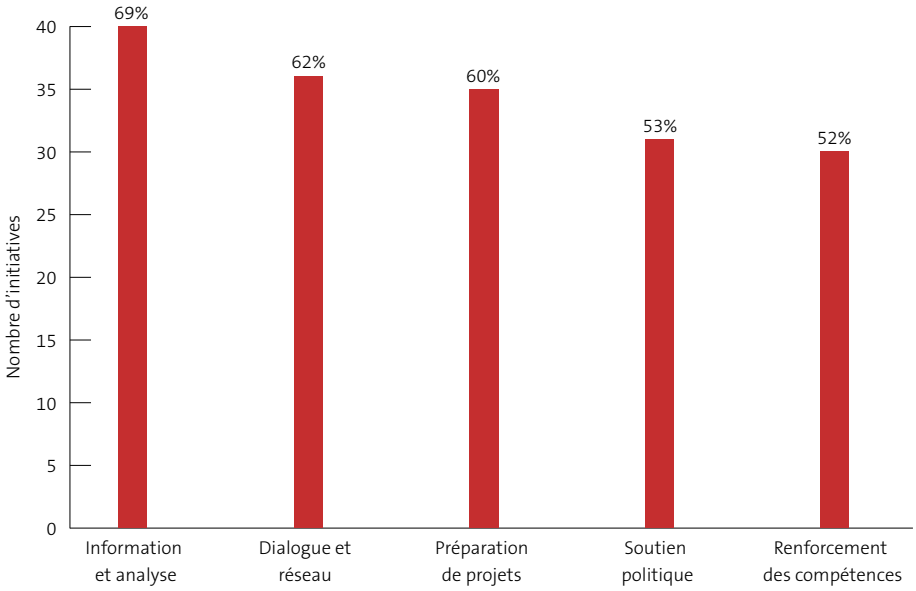
Initiatives de haut niveau
Programmes opérationnels

Types d'assistance technique et de financement fournis par les initiatives et programmes sélectionnés

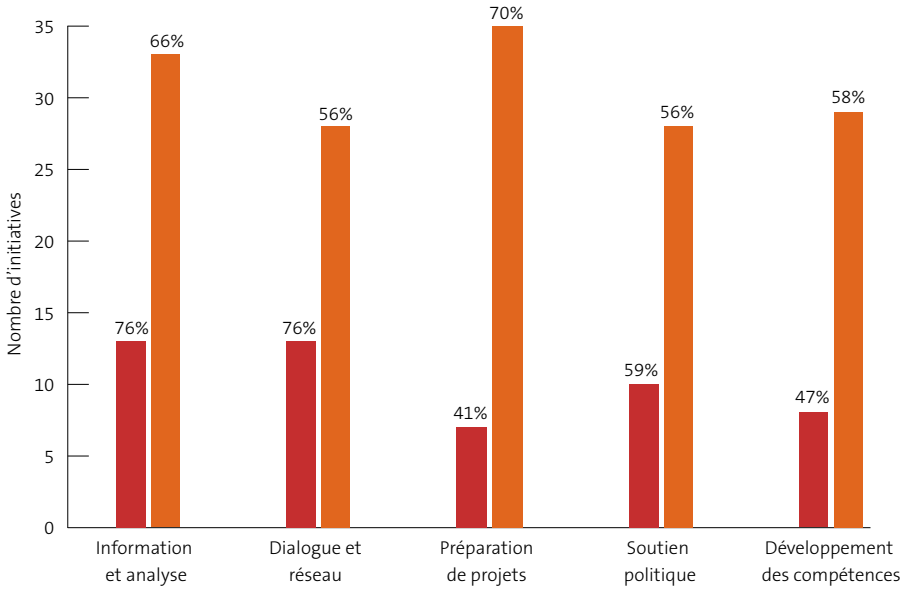
Parmi les initiatives et programmes sélectionnés, 84 pour cent offrent une forme ou une autre d'assistance technique et 64 pour cent offrent un financement. Légèrement plus de cinquante pour cent des initiatives et programmes offrent une combinaison d'assistance technique et de financement. À une exception près, ils sont tous opérationnels par nature (y compris les initiatives de haut niveau comportant un élément opérationnel) et représentent 60 pour cent des programmes opérationnels. Par exemple, un certain nombre de fonds importants tels que le Fonds des énergies durables pour l'Afrique (*Sustainable Energy Fund for Africa – SEFA*), le Fonds pour l'atténuation des risques géothermiques (*Geothermal Risk Mitigation Facility – GRMF*), le Mécanisme en faveur d'une énergie durable en Afrique (*Africa Sustainable Energy Facility – ASEF*) ou le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (*EU-Africa Infrastructure Trust Fund – ITF*), offrent soit des programmes supplémentaires d'assistance technique, soit des subventions qui financent l'assistance technique. Seulement 12 pour cent des initiatives et programmes sélectionnés mettent exclusivement l'accent sur le financement. Environ un tiers des initiatives et programmes (dont 10 initiatives de haut niveau et 10 programmes opérationnels) n'offrent qu'une assistance technique.

Quatre-vingt-deux pour cent des programmes opérationnels offrent une assistance technique. Les seules initiatives considérées comme de haut niveau et n'offrant aucune assistance technique sont Africa 50 et le Programme de garanties de la Banque mondiale. L'importance des différents types d'assistance technique varie au sein des initiatives de haut niveau et des programmes opérationnels. Les catégories « information et analyse » et « dialogue et réseau » sont dominantes dans les initiatives de haut niveau, alors que la « préparation de projets » est la catégorie la plus importante dans les programmes opérationnels, devant la catégorie « information et analyse ».

Figure 10 : Types d'assistance technique fournie par les initiatives et programmes sélectionnés



* Les pourcentages indiqués dans ce diagramme ont été calculés sur la base d'un total de 58 initiatives et programmes.

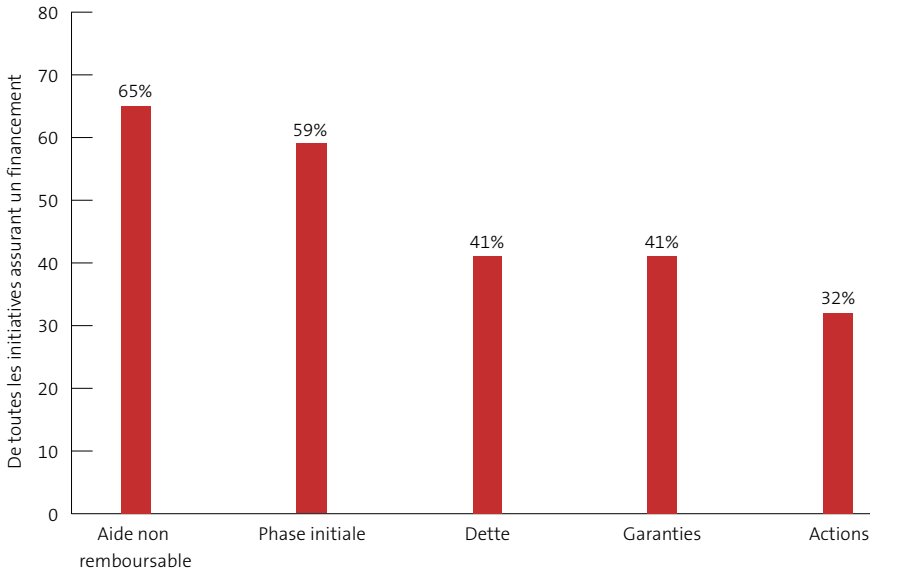


* Les pourcentages indiqués dans le diagramme du bas ont été calculés sur la base d'un total de 17 initiatives de haut niveau et de 50 programmes opérationnels. Comme un certain nombre de programmes figurent dans les deux catégories, les pourcentages combinés du diagramme du bas peuvent présenter des différences avec les pourcentages calculés pour la totalité des initiatives et programmes figurant dans le diagramme du haut.

Initiatives de haut niveau
Programmes opérationnels

Parmi les 37 initiatives et programmes assurant un financement, près des deux tiers offrent des subventions. Quarante-et-un pour cent des initiatives et programmes offrent des prêts et garanties, respectivement. La forme la moins courante de financement est le financement par actions, qui est offert par 31 pour cent des initiatives et programmes. Cinquante-neuf pour cent des initiatives et programmes classent leur financement comme financement initial.

Figure 11 : Types de financement assurés par les initiatives et programmes sélectionnés (pourcentages basés sur l'ensemble des initiatives et programmes offrant un financement)



SECTION 5 : SYNTHÈSE DES PRINCIPALES CONCLUSIONS ET IDENTIFICATION DES POINTS D'ENTRÉE D'UNE ACTION POLITIQUE

Cette section donne un aperçu des principales conclusions tirées de l'analyse des données présentées dans ce rapport et identifie les points d'entrée d'une action politique et d'une coordination accrue. Les résultats et conclusions présentés dans ce document sont le fruit de discussions avec les principaux experts du CEREEC, de Lighting Global/ Lighting Africa, de Power Africa et de la plateforme africaine de SE4All. Cette section se termine par un examen des points d'entrée éventuels pour l'accroissement de la coordination des activités dans le secteur africain de l'énergie et par la présentation de deux études de cas sur les efforts de coordination en cours dans le secteur.

Une base de connaissance systématique servant d'appui à la coordination

Avant tout, cet exercice de cartographie confirme que le secteur de l'énergie en Afrique fait l'objet d'une grande diversité d'initiatives et programmes multinationaux et multilatéraux correspondant à l'accroissement considérable de l'APD qu'a connu ce secteur ces dernières années. Les parties prenantes sont d'accord sur le fait que le nombre croissant d'initiatives et de programmes entraîne la nécessité d'un échange d'informations et d'un partage des connaissances plus systématiques et d'une coordination accrue, afin de créer des synergies et d'éviter d'inutiles duplications des efforts.

Cet exercice de cartographie représente une première étape dans cette direction en offrant une base commune de connaissances sur les initiatives et programmes importants du secteur. Il donne un large aperçu de ces initiatives et programmes ainsi que des domaines sur lesquels ils mettent l'accent, en termes de dimension et de répartition géographiques, de secteurs et de sous-secteurs concernés et de types d'assistance technique et de financement fournis. L'encadré 2 donne un aperçu des principales conclusions tirées de l'analyse des données et attire l'attention sur des questions connexes nécessitant une action politique. Les experts consultés pendant l'exercice ont convenu que les données collectées constituent une base importante d'identification des chevauchements et des lacunes. Ils ont fortement encouragé l'élaboration éventuelle d'un outil en ligne mettant à disposition, de manière continue, des informations actualisées de ce type. La plateforme africaine de SE4All a été désignée comme une structure éventuelle de poursuite de cet effort[5].

Parallèlement, il a été rappelé que la majorité de l'aide publique au développement du secteur de l'énergie est encore fournie sous la forme traditionnelle d'une coopération bilatérale et multilatérale au développement. L'exercice de cartographie ne peut donc donner qu'un aperçu partiel de l'APD consacrée au secteur de l'énergie en Afrique. Pour combler cette lacune, plusieurs experts ont considéré que la poursuite de la collecte et de l'analyse de données constituerait une prochaine étape importante. À cet égard, un examen systématique des portefeuilles des principaux donateurs serait une éventuelle voie à suivre.

Par ailleurs, il a été rappelé que l'actuel exercice de cartographie aurait une plus grande valeur ajoutée s'il pouvait être complété par des données financières comparables sur les diverses initiatives et divers programmes. De plus, des exercices de cartographie approfondis mettant l'accent sur les sous-secteurs importants du secteur énergétique ont été considérés comme très pertinents. Entre autres, il a été suggéré de réaliser un exercice de cartographie plus ciblé sur les programmes de création de marchés pour les applications hors-réseau, secteur en forte croissance.

5 Voir les conclusions du 3ème Atelier annuel sur l'avancement de SE4All en Afrique : *http://www.se4all-africa.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Abidjan_workshop_2016/SE4All_Abidjan_Workshop_2016_summary.pdf*

Synthèse des principales conclusions et principaux domaines d'action politique

Les principales conclusions de l'exercice de cartographie concernent la répartition géographique, la participation des partenaires africains et l'orientation sectorielle et sous-sectorielle des initiatives et programmes.

Dimension et répartition géographiques : l'Afrique centrale traitée en parent pauvre – il faudrait plus de programmes régionaux

Les experts ont convenu que l'examen de l'APD et la cartographie des principaux programmes et initiatives montrent que l'intérêt porté aux pays d'Afrique centrale est relativement moins important que celui qui est porté au reste du continent. De plus, le nombre relativement faible de programmes opérant au niveau des sous-régions africaines fait apparaître un fossé dans le nombre croissant d'initiatives et de programmes.

Participation des partenaires : moindre engagement de la société civile

Les experts ont salué le haut niveau de participation du secteur privé par rapport aux autres partenaires africains. La participation relativement plus faible de la société civile montre qu'il serait possible de soutenir un engagement plus fort des organisations non gouvernementales africaines dans le secteur de l'énergie.

Approche sectorielle : possibilité d'élargir l'action en faveur des appareils de cuisson non polluants

Les experts ont convenu que le domaine de l'énergie utilisée pour la cuisson, secteur dans lequel les activités sont les moins développées, méritait qu'on lui accorde plus d'intérêt. Ce point de vue est renforcé par le fait que les interventions connexes profitent fortement aux couches les plus pauvres de la population.

Secteur de l'électricité : le rôle accru des mini-réseaux et des applications hors réseaux nécessite l'élaboration de programmes de soutien adaptés

Les experts ont constaté que l'examen des données montre qu'un intérêt accru est accordé aux mini-réseaux et aux applications hors réseau comparativement au passé, bien que partant d'un faible niveau. Pour poursuivre le développement et le soutien de ce sous-secteur dynamique, on a besoin d'effectuer une analyse supplémentaire, de préparer un plus grand nombre d'offres adaptées et de soutenir les entreprises et les startups.

Assistance technique : le développement des compétences est la forme la plus courante d'assistance technique

Les experts ont noté qu'il y avait un besoin important de développement des compétences. Ce dernier constituant la forme la moins courante d'assistance technique, il peut faire l'objet d'un intérêt accru dans le futur.

© Interpress Service

La coordination en pratique

Comme nous l'avons vu plus haut, l'exercice de cartographie confirme l'existence d'un grand nombre d'initiatives et de programmes soutenant le secteur énergétique de l'Afrique. Sur les initiatives et programmes sélectionnés, 17 ont été classés comme initiatives de haut niveau pour indiquer qu'un certain nombre de forums de dialogue politique et de coordination ont déjà été créés. Un certain nombre d'initiatives différentes axées sur divers thèmes et sous-secteurs peuvent favoriser l'élaboration de visions communes et encourager l'acquisition et le partage de connaissances dans le domaine choisi. Une coordination accrue des activités serait toutefois particulièrement efficace si elle s'inscrivait dans le cadre d'un forum ou d'un petit nombre de forums complémentaires. Parmi les initiatives, SE4All a été désignée comme étant celle qui a la mission la plus complète, compte tenu également de son alignement avec l'ODD 7 sur l'énergie. Elle se prête donc particulièrement bien au soutien des exercices de coordination à différents niveaux (continental, régional et national). En renforçant l'initiative SE4All et en lui offrant le soutien politique nécessaire pour lui permettre d'assumer ce rôle, on pourrait donner un élan important à l'accroissement de la coordination. Pour cela, il est essentiel que SE4All collabore étroitement avec les partenaires africains concernés dans le cadre de la future plateforme de coordination panafricaine.

Dans un certain nombre de cas, SE4All a déjà assumé le rôle de facilitateur des efforts de coordination. Dans la région de la CEDEAO, SE4All s'est associée avec l'organisation régionale CEREEC pour faciliter un processus coordonné d'élaboration de plans d'action nationaux en matière d'énergies renouvelables (NREAP), de plans d'action nationaux en matière d'efficacité énergétique (NEAP) et d'agendas d'action SE4All. Une approche coordonnée au niveau régional de préparation de prospectus d'investissement SE4All sera une prochaine étape importante du processus (pour plus de détails, voir l'encadré 4). Au niveau national, SE4All s'est associée avec le gouvernement kenyan pour créer un cadre institutionnel de réalisation du programme national de SE4All. Le processus est dirigé par le ministère de l'Énergie et du Pétrole et coordonné par le point focal national qui a été nommé au sein de la Direction des énergies renouvelables du ministère. Cette plateforme de coordination sera transformée en secrétariat de SE4All au Kenya (*Kenya SE4All Secretariat – KSS*). Ce processus est examiné plus en détail dans l'encadré 4.

Ces efforts de coordination (et de nombreux autres, notamment des exemples sectoriels) constituent un important terrain d'apprentissage pour tous les pays du continent. Il y aurait de précieux enseignements à tirer d'une évaluation approfondie de ces efforts et d'autres efforts innovants. SE4All pourrait servir de plateforme de collecte et de diffusion de ces enseignements.

Encadré 2: Cadre de mise en œuvre de l'initiative SE4All dans la CEDEAO

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été l'initiatrice d'une approche régionale coordonnée de l'accès à l'énergie, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. En 2010, le Centre de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CEREEC) a été mis en place à Praia avec pour mission d'offrir un soutien à la région en matière de politique et de renforcement des capacités, de gestion des connaissances, de promotion des investissements et des affaires, et de gestion de projets énergétiques spécifiques. Avec le lancement de l'Initiative SE4All en 2011, la CEDEAO est devenue la première des communautés économiques régionales (CER) à adopter une approche coordonnée de mise en œuvre des actions nationales SE4All et elle a demandé au CEREEC de mener cet effort. Dans ce contexte, le CEREEC a travaillé en partenariat avec la plateforme africaine de SE4All.

L'approche adoptée par la CEDEAO pour aligner l'initiative SE4All avec la mise en œuvre des politiques régionales sur les énergies renouvelables (EREP) et sur l'efficacité énergétique (EEEP) a été adoptée lors de la 43ème session ordinaire de la Conférence des chefs d'États et de gouvernement de la CEDEAO qui s'est tenue au Nigeria en juillet 2013. La mise en œuvre des actions nationales SE4All est coordonnée par le CEREEC qui collabore étroitement avec les États membres de la CEDEAO et fournit une assistance technique soutenue par une équipe d'experts nationaux et internationaux. Des actions régionales « concertées » soutiennent les processus nationaux. Grâce aux « processus d'Abidjan », une série d'actions de coordination régionales organisées en Côte d'Ivoire a commencé en 2014 avec l'adoption du modèle d'agenda d'action SE4All préparé par la plateforme africaine de SE4All comme méthodologie commune de détermination des objectifs à long terme du secteur et de leur suivi. Par suite de ce processus, chaque pays de la région a préparé un ensemble de rapports et de documents politiques interconnectés grâce à une consultation complète des parties prenantes et à un fort leadership gouvernemental ; ces rapports et documents sont les suivants :

- les plans d'action nationaux en matière d'énergies renouvelables (NREAP) ;
- les plans d'action nationaux en matière d'efficacité énergétique (NEAP) ;
- l'agenda d'action SE4All.

La plupart des agendas d'action de l'initiative SE4All et des plans nationaux en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique ont été achevés et les discussions sur l'élaboration d'une approche coordonnée au niveau régional pour la préparation de prospectus d'investissements SE4All en collaboration avec la plateforme africaine de SE4All et la Commission européenne sont bien avancées.

Les efforts de coordination régionale incluent également d'autres activités connexes :

- accès de la CEDEAO au programme de services d'électricité durables privilégiant les mini-réseaux d'énergie propre, les systèmes autonomes et l'utilisation productive de l'électricité ;

- programme de la CEDEAO sur l'intégration du genre dans l'accès à l'énergie – s'attaque aux obstacles à une égale participation des femmes et des hommes dans l'élargissement de l'accès à l'énergie en Afrique de l'Ouest ;
- programme des bioénergies de la CEDEAO – visant à améliorer l'accès à la production et l'utilisation de bioénergies durables ;
- alliance pour des pratiques de cuisson plus respectueuses de l'environnement en Afrique de l'Ouest (*West African Clean Cooking Alliance*) – visant à encourager l'accès aux énergies de cuisson efficaces, durables et abordables dans toute la région de la CEDEAO ;
- programme de la CEDEAO sur le renforcement des capacités – conçu pour s'attaquer aux obstacles associés au manque de capacités identifiés dans la région ;
- programme de la CEDEAO sur le développement et le financement de projets – visant à soutenir la préparation d'une réserve de projets dans la région ;
- programme de la CEDEAO sur la promotion des énergies durables et la protection de l'environnement – visant à promouvoir la mise en œuvre de politiques et de règlements de promotion des énergies durables au niveau national.

Dans le cadre des résultats de la COP21, les États membres de la CEDEAO ont contacté le CEREEC pour lier le processus des plans d'action aux discussions sur le changement climatique et soutenir les États membres, notamment en ce qui concerne les contributions décidées à l'échelle nationale (Intended Nationally Determined Contributions – INDC).

Lors de l'atelier annuel 2016 sur la mise en œuvre de l'initiative SE4All en Afrique, accueilli par la plateforme africaine, il a été recommandé de reproduire cette approche de coordination régionale des activités de SE4All dans d'autres communautés économiques régionales (CER).

Source: étude de cas fournie par la plateforme africaine de SE4All

Encadré 3: Structure de coordination nationale de l'initiative SE4All au Kenya

Le Kenya s'est associé à l'initiative SE4All en 2012 et a finalisé son agenda d'action (AA) et son prospectus d'investissement (PI) fin 2015, avec l'aide de la plateforme africaine de SE4All. L'agenda d'action et le prospectus d'investissement du Kenya ont été élaborés dans le cadre d'un large processus de consultation avec toutes les parties prenantes (ministères et entités gouvernementales concernés, partenaires du développement, secteur privé et représentants de la société civile) du secteur de l'énergie au Kenya. Cette consultation a également été ouverte aux gouvernements de comtés dans la perspective de la décentralisation (au niveau infranational) des responsabilités de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation dans le domaine de l'énergie, et il est envisagé de soutenir la création de comités techniques de comtés SE4All. Des plans sont en cours de réalisation pour développer les capacités des comités techniques de comtés SE4All en préparation des tâches à accomplir.

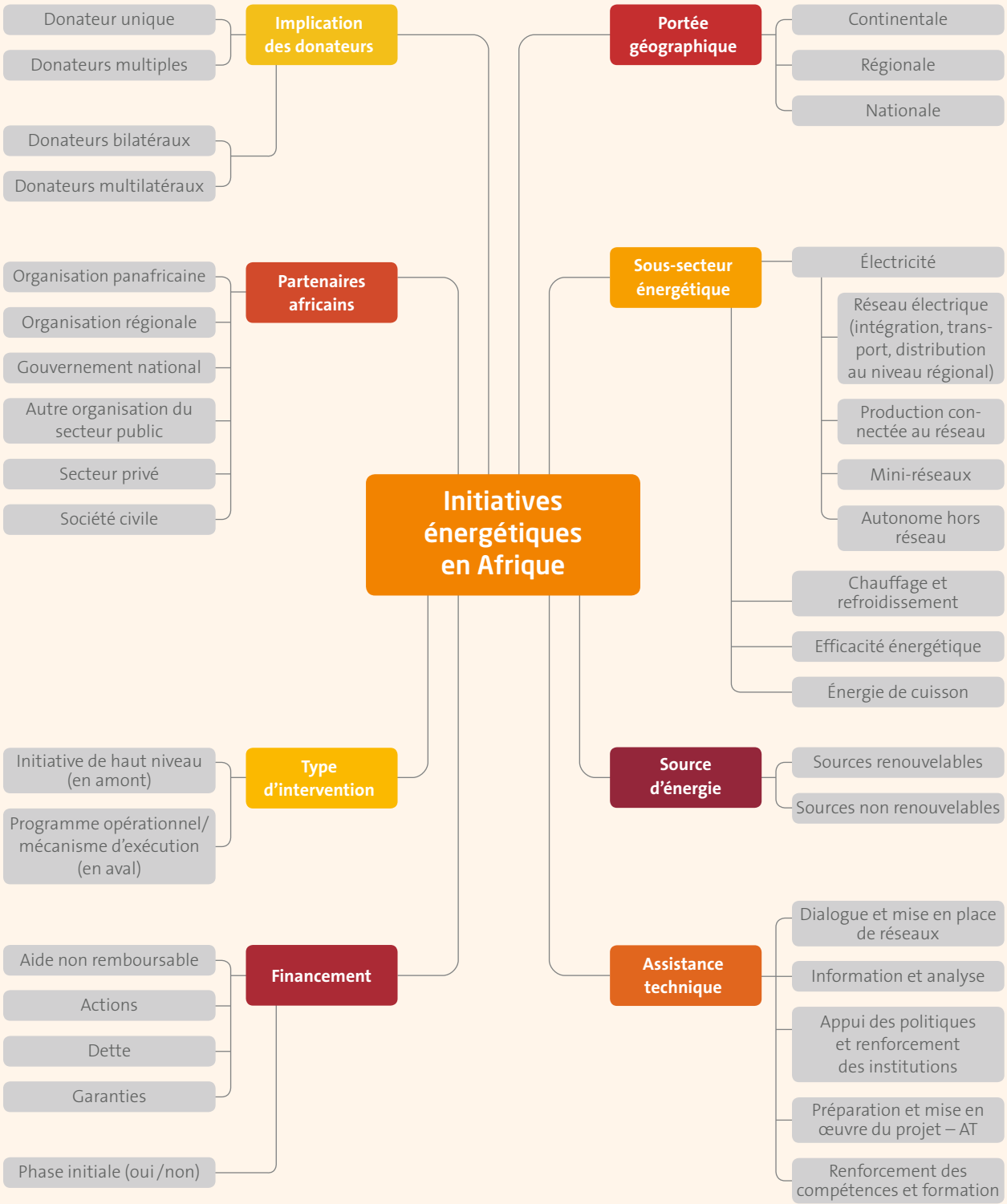
L'agenda d'action du Kenya fixe un objectif d'accès à 100 pour cent qui devra être atteint d'ici à 2022 pour l'électricité et d'ici à 2030 pour l'accès à des solutions de cuisson non polluantes ; parallèlement, il prévoit l'accroissement de la part des sources d'énergies renouvelables qui devrait atteindre 80 pour cent. L'objectif d'efficacité énergétique prévoit une réduction annuelle de 2,78 pour cent de l'intensité énergétique totale. L'agenda d'action est un document cadre de stratégie gouvernementale de réalisation des objectifs d'énergies durables pour tous les citoyens du Kenya et un cadre national de mise en œuvre de l'objectif de développement durable numéro 7. Il soutient la Vision 2030 du pays et constitue un cadre destiné à guider les secteurs de développement, les planificateurs et les partenaires dans leur engagement avec le Kenya en matière d'énergies durables.

Le Kenya a mis en place un cadre institutionnel de réalisation de l'agenda de l'initiative SE4All, placé sous la direction du ministère de l'Énergie et du Pétrole et coordonné par le point focal national nommé au sein de la direction des Énergies renouvelables du ministère. Cette plateforme de coordination sera transformée en secrétariat de l'initiative SE4All au Kenya (Kenya SE4All Secretariat – KSS). Ce secrétariat sera globalement chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des activités de l'initiative SE4All au Kenya et sera la principale unité promotionnelle et administrative de l'agenda d'action. Ce processus est censé faciliter l'harmonisation et l'intégration des stratégies et programmes de l'agenda d'action de l'initiative SE4All AA et atténuer les principaux problèmes de mise en œuvre. Cela est particulièrement important pour s'attaquer aux problèmes associés à la décentralisation et à l'opérationnalisation de l'agenda d'action. L'objectif du secrétariat de l'initiative SE4All au Kenya est d'améliorer la capacité du gouvernement à améliorer la coordination des activités entrant dans le cadre de toutes les interventions financées par les principales parties prenantes. Le KSS facilitera également le processus de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des actions prioritaires identifiées dans l'agenda d'action et le prospectus d'investissement.

Le processus d'élaboration du plan d'action et du prospectus d'investissement de l'initiative SE4All au Kenya a également été guidé par un comité de pilotage de l'initiative SE4All composé de représentants du secteur public, du secteur privé, de la société civile et des donateurs ayant contribué à la conception de l'agenda d'action et du prospectus d'investissement. Ce comité restera en place après la validation de l'agenda d'action et se réunira régulièrement pour offrir un soutien et des conseils au secrétariat de l'initiative SE4All au Kenya. Le ministère de l'Énergie et du pétrole a perçu la nécessité de mettre en avant la question de la cuisson utilisant des énergies propres et, à cet égard, a travaillé en partenariat avec la *Global Alliance for Clean Cookstoves* (GACC) et la *Clean Cookstoves Alliance of Kenya* (CCAK) pour formuler et mettre en œuvre une stratégie de communication pour des changements de comportements visant à accroître l'adoption, à l'échelle nationale, de solutions de cuisson non polluantes dans le cadre de la réponse préliminaire à certains domaines d'action hautement prioritaire de l'agenda d'action et du prospectus d'investissement.

Source : étude de cas fournie par la plateforme africaine de SE4All

Annexe 1 : Carte heuristique de la systématisation des informations



Annexe 2 : Aperçu du mécanisme de systématisation des informations

Nom de l'initiative																
Agences de mise en œuvre																
Partenaires africains	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouverne-ment		Autre orga-nisme public		Secteur privé		Société civile					
Noms des partenaires africains impliqués																
Participation de donateurs (y compris organisations internatio-nales)	Donateur unique	x	Donateurs multiples		Engagement de donateurs multilatéraux		Engagement de donateurs bilatéraux									
Noms des donateurs engagés (y compris orga-nisations inter-nationales)																
Portée géographique	Continentale	x	Régionale		Nationale											
Pays couverts																
Secteur	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité		Chauffage et refroidisse-ment		Efficacité éner-gétique		Énergie de cuisson					
Sous-secteur (électricité)	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau		Mini-réseaux		Autonome hors réseau									
Type d'intervention	Initiative de haut niveau (en amont)			x	Programme opérationnel/ mécanisme d'exécution (en aval)											
Type of technical assistance	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse				Soutien politique/renforcement des ins-titutions							
	Préparation/mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences/ formation											
Type de financement	Subvention non rembour-sable	x	Actions		Dette		Garanties		Phase initiale							
Principaux objectifs																
Principales activités																
Commentaires																
Sources																

Annexe 3 : Vue d'ensemble des données clés sur les initiatives et programmes sélectionnés

Vue d'ensemble des initiatives de haut niveau

Partenaires africains

Corridor africain d'énergies propres	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public		Secteur privé		Société civile	
	Pays membres des pools énergétiques d'Afrique orientale, occidentale et australe, Commission de l'Union africaine (CUA), Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), pools énergétiques d'Afrique orientale, d'Afrique occidentale et d'Afrique (EAPP, WAPP et SAPP), autorités de régulation régionales (ERERA, IRB et RERA), centres régionaux pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CEREEC, CREREEC), services publics nationaux, organismes nationaux de réglementation de l'électricité, institutions de recherche et de formation, secteur privé											
Groupe africain des leaders de l'énergie (GLAE)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x
	Leaders politiques africains, dont le Président de la République de Côte d'Ivoire, le Vice-President de la République du Nigéria, plusieurs Premiers ministres d'Afrique de l'Ouest, des leaders du secteur privé, dont Aliko Dangote, Tony Elemelu, Akon et d'autres, Commission de l'Union africaine, Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC) et d'autres											
Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x
	Commission de l'Union africaine, Conférence des ministres africains de l'Énergie (CEMA), communautés économiques régionales (CER), Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et Égypte											
Vision africaine pour le secteur de l'énergie	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public		Secteur privé		Société civile	
	Commission de l'Union africaine, agence de planification et de coordination du NEPAD, ministère fédéral des Finances, Nigéria											
Initiative africaine pour les énergies renouvelables	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public		Secteur privé		Société civile	
	Comité des chefs d'États et de gouvernement africains sur les changements climatiques (CAHOSCC), Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), Conférence des ministres africains de l'Énergie (CEMA), Commission de l'Union africaine, Agence du NEPAD, Groupe des négociateurs africains											
Presidential Infrastructure Champion Initiative (PICI, Initiative présidentielle des champions pour les infrastructures)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x
	Commission de l'Union africaine, Agence de planification et de coordination du NEPAD, Champions présidentiels (initiative actuellement présidée par S.E. Jacob Zuma, Président de l'Afrique du Sud), BAD, UNECA, CER											
Programme pour le développement des infrastructures en Afrique	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé		Société civile	
	Principaux partenaires : Commission de l'Union africaine (CUA), Agence de planification et de coordination du NEPAD (Agence du NEPAD), Communautés économiques régionales											
SE4All (Plateforme africaine)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x
	Commission de l'Union africaine, Agence de planification et de coordination du NEPAD, Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC) Communautés économiques régionales											

Secteurs / Sous-secteurs concernés

Corridor africain d'énergies propres	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau					
Groupe africain des leaders de l'énergie (GLAE)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x				
Partenariat Afrique-UE pour l'énergie	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x				
Vision africaine pour le secteur de l'énergie	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau					
Initiative africaine pour les énergies renouvelables (AREI)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau					
Presidential Infrastructure Champion Initiative (PICI, Initiative présidentielle des champions pour les infrastructures)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau					
Programme pour le développement des infrastructures en Afrique	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau					
SE4All (Plateforme africaine)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x				

Vue d'ensemble des initiatives de haut niveau avec un programme opérationnel
Partenaires africains

Africa 50	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouvernement		Autre organisme public		Secteur privé		Société civile			
	La BAD en tant qu'actionnaire de référence, pas encore de projets/partenaires à ce jour, se trouve encore dans la phase de recherche de financements													
Programme d'accès à l'énergie renouvelable d'Afrique (AFREA I&II) – ESMAP	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé		Société civile			
ElectriFI	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x		
	Secteur privé local, société civile, collectivités locales, secteur bancaire local													
Energies pour l'Afrique	Organisation panafricaine		Organisation régionale	x	Gouvernement		Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile	x		
Global Alliance For Clean Cookstoves (Alliance mondiale pour des cuisinières propres)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile	x		
	Plus de 1 400 partenaires divers du secteur privé et de la société civile.													
New Deal on Energy for Africa (Nouveau Pacte pour l'énergie de l'Afrique)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x		
	Le Nouveau Pacte pour l'énergie de l'Afrique coopérera avec tous les partenaires africains concernés, y compris avec l'UA, les CER, les pools énergétiques, etc.													
Power Africa	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x		
	Union africaine (NEPAD), Banque africaine de développement, Gouvernements de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Botswana, de la Côte d'Ivoire, de l'Éthiopie, du Ghana, de la Guinée, du Kenya, du Lesotho, du Liberia, du Malawi, du Mozambique, du Nigeria, d'Ouganda, de la République démocratique du Congo, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, du Swaziland, de Tanzanie et de Zambie.													
Fonds de conseil en infrastructure publique-privée (PPIAF)	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé		Société civile	x		
	Banque africaine de développement													
Programme de garanties de la Banque mondiale	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile			

Secteurs / Sous-secteurs / Type d'assistance technique et de financement

Africa 50	Sources renouvelables		Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson			
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau		Mini-réseaux		Autonome hors réseau							
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable		Actions		Dette	x	Garanties		Phase initiale	x				
Programme d'accès à l'énergie renouvelable d'Afrique (AFREA I&II) – ESMAP	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x		
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x		
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette		Garanties		Phase initiale					
ElectriFI	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x		
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x		
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable	x	Actions	x	Dette	x	Garanties	x	Phase initiale	x				

Energies pour l'Afrique	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x				
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions			
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x				
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale			
Global Alliance For Clean Cookstoves (Alliance mondiale pour des cuisinières propres)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité		Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x
	Réseau électrique		Production connectée au réseau		Mini-réseaux		Autonome hors réseau					
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x				
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette	x	Garanties	x	Phase initiale	x		
New Deal on Energy for Africa (Nouveau Pacte pour l'énergie de l'Afrique)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x				
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x				
	Aide non remboursable	x	Actions	x	Dette	x	Garanties	x	Phase initiale	x		

Power Africa	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson			
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions				x	
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable	x	Actions	x	Dette	x	Garanties	x	Phase initiale	x				
Fonds de conseil en infrastructure publique-privée (PPIAF)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson			
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau							
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions				x	
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette		Garanties		Phase initiale	x				
Programme de garanties de la Banque mondiale	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson			
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau							
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties	x	Phase initiale					

Vue d'ensemble des programmes opérationnels et des mécanismes de mise en œuvre
Partenaires africains

Facilité ACP-UE pour l'énergie	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouvernement		Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x
	Groupe d'États ACP											
Programme genre et énergie du Programme d'accès aux énergies renouvelables en Afrique (AFREA)	Organisation panafricaine		Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé		Société civile	
	Réseau international sur le genre et l'énergie durable, ENERGIA, ONU Femmes en RDC, ambassade danoise au Mali, Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC), organisation de développement des Pays-Bas (Netherlands Development Organization (SNV), gouvernements de pays pilotes, équipes spéciales et cliens gouvernementaux, par exemple des services publics (KPLC, ZESCO) et agences rurales d'énergie (AMADER, ASER, REA)											
Initiative « Solutions énergétiques pour une cuisson propre en Afrique »	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x
	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)											
Fonds de garantie pour l'énergie en Afrique (AEGF)	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement		Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile	
	Local African insures such as ATI and ICIEC											
Fonds Africa Enterprise Challenge (AECF)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouvernement		Autre organisme public		Secteur privé		Société civile	
	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union africaine au travers de son engagement dans l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)											
Programme de coopération Afrique-UE pour les énergies renouvelables (RECP)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	
	Commission de l'Union africaine (CUA), la participation de partenaires spécifiques au niveau gouvernemental et dans le secteur privé depend de l'activité											

Garantie partielle de risque du Fonds africain de développement (GPR)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouvernement		Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	
Fonds africain des énergies renouvelables (FAER)	Organisation panafricaine		Organisation régionale	x	Gouvernement		Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile	
	Banque d'investissements et de développement de la CEDEAO (BIDC), Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Africa Biofuel and Renewable Energy Company (ABREC)											
Biofuels Programme for Household and Transport Energy Use (Promotion des biocarburants pour l'utilisation des ménages et des transports en Afrique)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x
	Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Commission africaine de l'énergie de la CUA (AFREC), communautés économiques régionales (CER), Plateforme régionale de l'Initiative SE4All auprès de la BAD, ministères gouvernementaux ou départements en charge de l'énergie, développeurs de projets locaux (ou secteur privé) et ONG											
Carbon Initiative for Development (Ci-Dev, initiative carbone pour le développement)	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile	x
Fonds pour l'énergie propre (FEP)	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile	
EEP Africa – Energy and Environment Partnership	Organisation panafricaine		Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile	x
	Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), coordinateurs nationaux désignés par les ministres de l'Énergie											
Energising Development (EnDev)	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x
	EnDev a des partenaires dans chacun des pays où le programme intervient. Le ministère local de l'Environnement, le ministère de l'Agriculture et le ministère de l'Énergie comptent parmi les principaux ministères avec lesquels l'initiative coopère. Parmi ses autres partenaires, il y a des entreprises, des associations professionnelles, des ONG et des instituts de recherche.											

Energy Access Ventures	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouverne-ment		Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile		
	Entrepreneurs d'affaires et PME innovantes dans le secteur de la distribution d'électricité et des services connexes (par ex. Off-Grid Electric)												
Energy Africa Campaign	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouverne-ment	x	Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile	x	
	14 pays africains incluant les gouvernements d'Éthiopie, du Kenya, de la Sierra Leone, du Nigeria, du Malawi, du Rwanda, de la Somalie, du Sénégal et du Mozambique ayant signé un accord avec le Royaume-Uni, et l'Union africaine (présente lors du lancement)												
Facilité Énergie renouvelable de la CEDEAO (EREF)	Organisation panafricaine		Organisation régionale	x	Gouverne-ment		Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile		
	Points focaux nationaux en Afrique de l'Ouest, Plateforme technologique pour les énergies renouvelables de l'Afrique (AFRETEP), Alliance africaine des énergies renouvelables (AREA), Banque ouest-africaine de développement (BOAD)												
Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (FFI) Africa Investment Facility (AfIF)	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouverne-ment		Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile		
Institutions européennes de financement du développement (IEFD) et Fonds de développement du secteur privé	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouverne-ment		Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile		
	Secteur privé local												
Initiative de l'UE pour l'énergie – Facilité de dialogue et de partenariat (EUEI PDF)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouverne-ment	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x	
	Union africaine (UA) et autres organismes panafricains, communautés économiques régionales, pools énergétiques, acteurs gouvernementaux nationaux (ministères, autorités de réglementation, etc.), secteur privé africain et européen, société civile et universités, partenaires spécifiques en fonction de l'activité												
Facilité d'assistance technique de l'Union européenne (TAF)	Organisation panafricaine		Organisation régionale	x	Gouverne-ment	x	Autre organisme public		Secteur privé		Société civile		
	En coopération avec des pays partenaires en Afrique												

Fonds pour l'atténuation des risques géothermiques	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouvernement		Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile		
	Commission de l'Union africaine (CUA)												
GET FiT Uganda	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile		
	Gouvernement de la République de l'Ouganda : ministère de l'Énergie et des Minerais, autorité de réglementation de l'électricité (ERA), Uganda Electricity Transmission Company Limited												
Global Energy Efficiency and Renewable Energy Fund (GEEREF – Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouvernement		Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile		
	Fonds locaux et secteur privé												
Mini-réseaux « verts », Fonds régional Afrique	Organisation panafricaine		Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x	
	Plateforme régionale de l'Initiative SE4All, pôle de connaissances de SE4All												
IRENA/ADFD Project Facility (Structure conjointe d'appui aux projets de l'IRENA et du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement – ADFD)	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile		
	Fonds de développement de l'électrification (FDE) Burkina Faso, Associated Energy Developers (Associated Wind Developers) Cap-Vert, Agence malienne pour le développement de l'énergie domestique et l'électrification rurale (AMADER), Agence de promotion de l'accès universel aux services de base (APAUS) Mauritanie, Agence nationale des énergies renouvelables (ANADER) Mauritanie, Agence sénégalaise d'électrification rurale (ASER), ministère de l'Énergie et des ressources en eau, Sierra Leone												
Lighting Africa	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x	
Plan solaire méditerranéen (PSM)	Organisation panafricaine		Organisation régionale	x	Gouvernement		Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile	x	

Programme d'investissement en bioénergie africaine du NEPAD	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouvernement		Autre organisme public		Secteur privé		Société civile			
	Union africaine													
NEPAD Continental Business Network (CBN, Réseau d'affaires continental du NEPAD)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé		Société civile			
	Commission de l'Union africaine, Agence de planification et de coordination du NEPAD													
Mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructure du NEPAD (NEPAD-IPPF)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement		Autre organisme public	x	Secteur privé		Société civile			
	Commission de l'Union africaine (CUA), Agence de planification et de coordination du NEPAD, Communautés économiques régionales (CER), pools énergétiques, organisations de gestion de bassins hydrographiques et autorités/agences de gestion de corridors énergétiques													
PIDA Service Delivery Mechanism (SDM, mécanisme de prestation de services du PIDA)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé		Société civile			
	Commission de l'Union africaine, Agence de planification et de coordination du NEPAD													
Groupe de développement des infrastructures privées	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile			
	Gouvernements de pays africains													
Programme régional Énergie pour la réduction de la pauvreté	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	x		
	Organisations d'aide publique au développement : BAD, CUA, NEPAD **CER et gouvernements :** CEDEAO/CEREEC et 15 États membres, CEEAC/CEMAC et 10 États membres, Communauté d'Afrique de l'Est, SADC, Rwanda, Kenya, Tanzanie, Swaziland, Afrique du Sud, Mauritanie, Soudan du Sud, Zimbabwe **Universités :** 2iE et IRSAT (Burkina Faso), KNUST (Ghana) **OSC :** ENDA (Sénégal) **Secteur privé :** Initiative ABZESOLAR – MAMA-Light, Practical Action Consulting West Africa													
Regional Technical Assistance Programme (Programme régional d'Assistance technique – RTAP)	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement		Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile			
	Kenya Association of Manufacturers (KAM)													

Renewable Energy Performance Platform (Plateforme de performance pour les énergies renouvelables, REPP)	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement		Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile	
Renewable Energy Solutions for Africa (RES4Africa)	Organisation panafricaine		Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé		Société civile	
Renewable Energy for Poverty Reduction Program (REPoR)	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement		Autre organisme public		Secteur privé		Société civile	
	Des informations de sources publiques ne sont pas disponibles.											
Scaling Solar (initiative pour une production rapide d'énergies propres)	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile	
Fonds stratégique pour le climat – Programme de développement accéléré des énergies renouvelables pour les pays à faible revenu (SREP)	Organisation panafricaine	x	Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public	x	Secteur privé	x	Société civile	
Partenariat pour l'investissement dans le développement durable (SDIP)	Organisation panafricaine		Organisation régionale	x	Gouvernement	x	Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile	
	Banque de développement d'Afrique australe (DBSA), Fonds souverain d'investissements stratégiques du Sénégal (FONSIS)											
Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA)	Organisation panafricaine		Organisation régionale		Gouvernement	x	Autre organisme public		Secteur privé	x	Société civile	
	Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC)											

Secteurs / Sous-secteurs / Type d'assistance technique et de financement

Facilité ACP-UE pour l'énergie	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x		
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x		
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette		Garanties		Phase initiale					
Programme genre et énergie du Programme AFREA	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	x		
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x		
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale					
Initiative « Solutions énergétiques pour une cuisson propre en Afrique »	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité		Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	x		
	Réseau électrique		Production connectée au réseau		Mini-réseaux		Autonome hors réseau							
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x		
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale					

Fonds de garantie pour l'énergie en Afrique (AEGF)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité		Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson			
	Réseau électrique		Production connectée au réseau		Mini-réseaux		Autonome hors réseau							
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale					
Fonds Africa Enterprise Challenge (AECF)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	x		
	Réseau électrique		Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette	x	Garanties		Phase initiale					
Programme de coopération Afrique-UE pour les énergies renouvelables (RECP)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson			
	Réseau électrique		Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x		
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale	x				
Garantie partielle de risque du Fonds africain de développement (GPR)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson			
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau							
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties	x	Phase initiale					

Fonds africain des énergies renouvelables (FAER)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson			
	Réseau électrique		Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau							
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable		Actions	x	Dette		Garanties		Phase initiale	x				
Biofuels Programme for Household and Transport Energy Use (Promotion des biocarburants pour l'utilisation des ménages et des transports en Afrique)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment	x	Efficacité énergétique		Énergie de cuisson			
	Réseau électrique		Production connectée au réseau		Mini-réseaux		Autonome hors réseau							
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x		
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale					
Carbon Initiative for Development (Ci-Dev, initiative carbone pour le développe-ment)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	x		
	Réseau électrique		Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions			x		
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette		Garanties		Phase initiale					
Fonds pour l'énergie propre (FEP)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson			
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau							
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette	x	Garanties	x	Phase initiale	x				

EEP Africa – Energy and Environment Partnership	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x		
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette		Garanties		Phase initiale	x				
Energising Development (EnDev)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x		
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau		Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette		Garanties		Phase initiale	x				
Energy Access Ventures	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson			
	Réseau électrique		Production connectée au réseau		Mini-réseaux		Autonome hors réseau							
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable		Actions	x	Dette	x	Garanties		Phase initiale					
Energy Africa Campaign	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson			
	Réseau électrique		Production connectée au réseau		Mini-réseaux		Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions			x		
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette	x	Garanties	x	Phase initiale	x				

Facilité Énergie renouvelable de la CEDEAO (EREF)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x		
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette		Garanties		Phase initiale	x				
Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (FFI) Facilité d'investissement pour l'Afrique (AfIF)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson			
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau							
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable	x	Actions	x	Dette		Garanties	x	Phase initiale					
Institutions européennes de financement du développement (IEFD) et Fonds de développement du secteur privé	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson			
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable		Actions	x	Dette	x	Garanties	x	Phase initiale	x				
Initiative de l'UE pour l'énergie – Facilité de dialogue et de partenariat (EUEI PDF)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x		
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x		
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale	x				

Facilité d'assistance technique de l'Union européenne (TAF)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x				
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x								
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x				
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x								
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale							
Fonds pour l'atténuation des risques géothermiques	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson					
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau									
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions							
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation			x								
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette		Garanties		Phase initiale	x						
GET FiT Uganda	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson					
	Réseau électrique		Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau									
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x				
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x								
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette		Garanties	x	Phase initiale							
Global Energy Efficiency and Renewable Energy Fund (GEEREF – Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson					
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x								
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions							
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation											
	Aide non remboursable		Actions	x	Dette		Garanties		Phase initiale	x						

Mini-réseaux « verts », Fonds régional Afrique	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	
	Réseau électrique		Production connectée au réseau		Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau					
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation							
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette		Garanties		Phase initiale			
IRENA/ADFD Project Facility (Structure conjointe d'appui aux projets de l'IRENA et du Fonds d'Abu Dhabi pour le développe-ment – ADFD)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment	x	Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	
	Réseau électrique		Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau					
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions			
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation							
	Aide non remboursable		Actions		Dette	x	Garanties		Phase initiale			
Lighting Africa	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	
	Réseau électrique		Production connectée au réseau		Mini-réseaux		Autonome hors réseau	x				
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x				
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette		Garanties		Phase initiale	x		
Plan solaire méditerranéen (PSM)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidisse-ment		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x				
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions			
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x				
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale			

Programme d'investissement en bioénergie africaine du NEPAD	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	x
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau		Mini-réseaux		Autonome hors réseau					
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation							
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale	x		
NEPAD Continental Business Network (CBN, Réseau d'affaires continental du NEPAD)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau					
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x				
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale			
Mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructure du NEPAD (NEPAD-IPPF)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau					
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation							
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette		Garanties		Phase initiale			
PIDA Service Delivery Mechanism (SDM, mécanisme de prestation de services du PIDA)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau					
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x				
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale			

Groupe de développement des infrastructures privées	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson			
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions				x	
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable	x	Actions	x	Dette	x	Garanties	x	Phase initiale	x				
Programme régional Énergie pour la réduction de la pauvreté	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson			
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau		Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions				x	
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable	x	Actions		Dette		Garanties		Phase initiale					
Regional Technical Assistance Programme (Programme régional d'Assistance technique – RTAP)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité		Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson			
	Réseau électrique		Production connectée au réseau		Mini-réseaux		Autonome hors réseau							
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale					
Renewable Energy Performance Platform (Plateforme de performance pour les énergies renouvelables, REPP)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson			
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions					
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable		Actions	x	Dette	x	Garanties	x	Phase initiale					

Renewable Energy Solutions for Africa (RES4Africa)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x				
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation			x				
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale			
Renewable Energy for Poverty Reduction Program (Des énergies renouvelables pour réduire la pauvreté, REPoR)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau		Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x				
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse				Soutien politique / renforcement des institutions			
	Préparation / mise en œuvre du projet				Renforcement des compétences / formation							
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale			
Scaling Solar	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique		Énergie de cuisson	
	Réseau électrique		Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux		Autonome hors réseau					
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation							
	Aide non remboursable		Actions		Dette	x	Garanties	x	Phase initiale			
Fonds stratégique pour le climat – Programme de développement accéléré des énergies renouvelables pour les pays à faible revenu (SREP)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau		Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau					
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x				
	Aide non remboursable	x	Actions	x	Dette	x	Garanties	x	Phase initiale	x		

Partenariat pour l'investissement dans le développement durable (SDIP)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables	x	Électricité	x	Chauffage et refroidissement	x	Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson			
	Réseau électrique	x	Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau	x						
	Dialogue et mise en réseau			x	Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x		
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation			x						
	Aide non remboursable		Actions		Dette		Garanties		Phase initiale					
Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA)	Sources renouvelables	x	Sources non renouvelables		Électricité	x	Chauffage et refroidissement		Efficacité énergétique	x	Énergie de cuisson	x		
	Réseau électrique		Production connectée au réseau	x	Mini-réseaux	x	Autonome hors réseau							
	Dialogue et mise en réseau				Information et analyse			x	Soutien politique / renforcement des institutions			x		
	Préparation / mise en œuvre du projet			x	Renforcement des compétences / formation									
	Aide non remboursable	x	Actions	x	Dette		Garanties		Phase initiale	x				

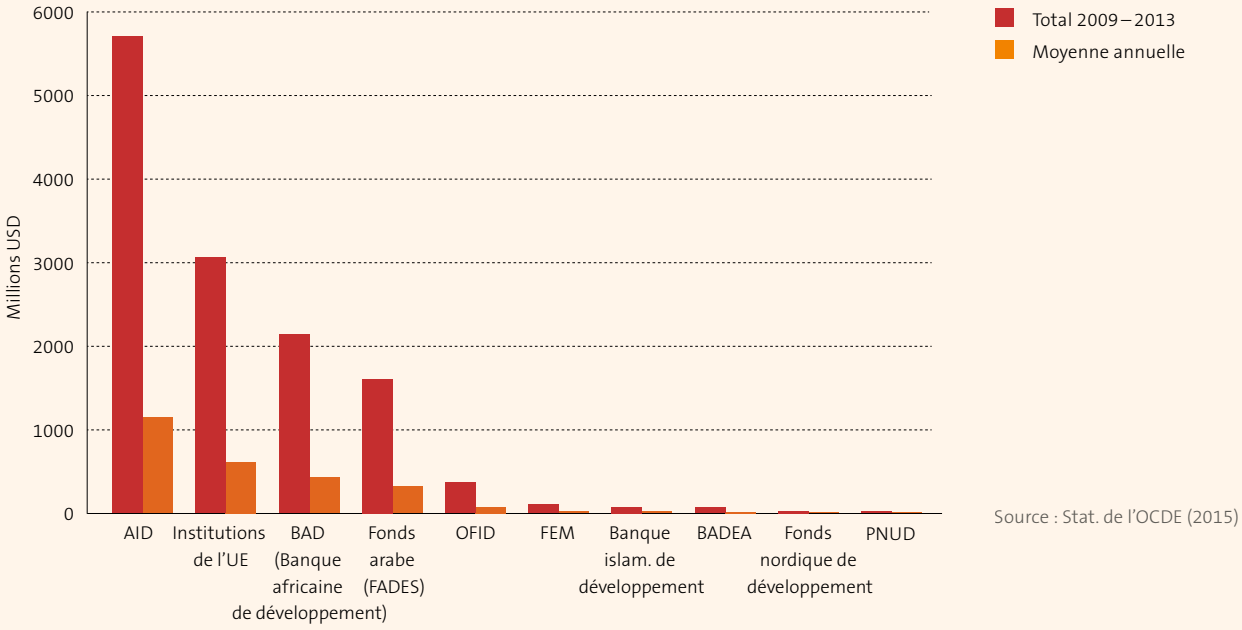
Des détails complets sur chacun des initiatives et programmes sélectionnés sont disponibles en ligne à l'adresse :
http://www.euei-pdf.org/fr/paee/cartographie-des-initiatives-et-programmes-energetiques-en-afrique

Annexe 4 : Informations supplémentaires sur l'aide publique au développement (APD) dans le secteur de l'énergie en Afrique

APD fournie au secteur de l'énergie par les principaux donateurs multilatéraux

La figure A-1 présente l'effort financier consenti par les 10 plus importants donateurs multilatéraux pendant la période allant de 2009 à 2013. Les aides non remboursables et prêts concessionnels offerts par la Banque mondiale par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement (AID) ont constitué la plus importante source de financement par les donateurs dans le secteur énergétique africain de 2009 à 2013. Ce soutien financier (5,7 milliards USD) a représenté près de 28 pour cent de l'APD totale dans le secteur de l'énergie pendant cette période. Venait ensuite l'Union européenne dont l'effort financier s'est élevé à 3 milliards USD, soit plus de 15 pour cent de l'APD totale dans ce secteur. Les autres principaux donateurs multilatéraux dans le secteur énergétique africain ont été la Banque africaine de développement (BAD) (2,1 milliards USD, 11% du total) et le Fonds arabe de développement économique et social (FADES) (1,6 milliard USD, 8% du total). Ensemble, les quatre plus importants donateurs multilatéraux ont représenté 63 pour cent de l'APD totale dans le secteur de l'énergie.

Figure A-1 : APD des 10 principaux donateurs multilatéraux dans le secteur énergétique africain, 2009–2013

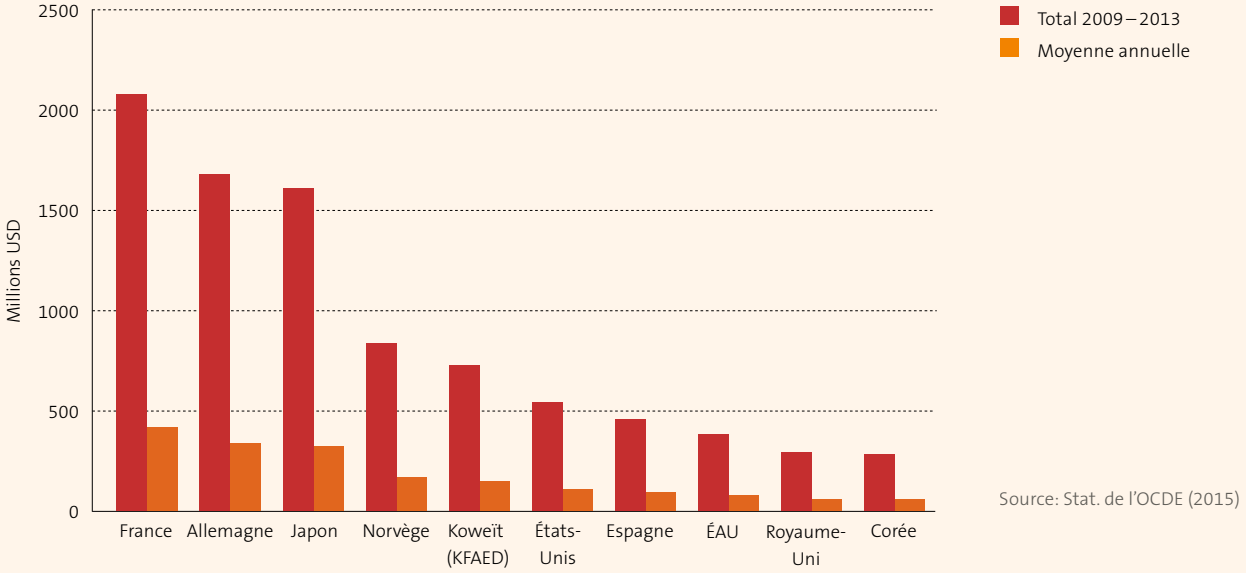


Source : Stat. de l'OCDE (2015)

APD fournie au secteur de l'énergie accordée par les principaux donateurs bilatéraux

La figure A-2 présente les niveaux de financement accordés au secteur énergétique africain par les 10 principaux donateurs bilatéraux entre 2009 et 2013. Pendant cette période, la France a été le principal donateur bilatéral (2,1 milliards USD, soit 10% de l'APD totale dans le secteur de l'énergie). Venaient ensuite l'Allemagne (1,7 milliard USD, 8% du total) et le Japon (1,6 milliard USD, 8% du total). Ensemble, ces trois pays ont représenté 27 pour cent de l'APD totale dans le secteur énergétique africain et 55 pour cent de l'APD bilatérale. Le groupe des dix plus importants donateurs bilatéraux comprend également la Norvège, le Koweït, les États-Unis, l'Espagne, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni et la Corée.

Figure A-2 : APD des 10 principaux donateurs bilatéraux dans le secteur énergétique africain, 2009–2013

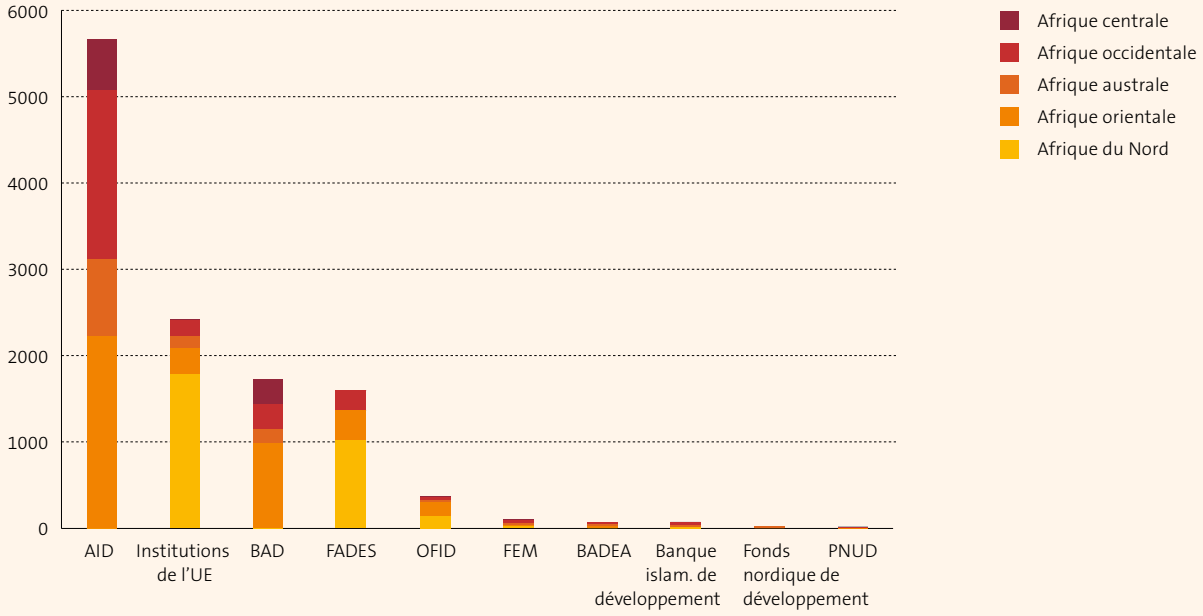


Source: Stat. de l'OCDE (2015)

Répartition géographique de l'APD dans le secteur de l'énergie assurée par les principaux donateurs multilatéraux

La figure A-3 représente la répartition géographique de l'APD dans le secteur de l'énergie assurée par les principaux donateurs multilatéraux. La Banque mondiale affecte la majeure partie de son financement au titre de l'APD dans le secteur de l'énergie à l'Afrique orientale et l'Afrique occidentale. Avec 2,2 milliards USD, l'Afrique orientale représente près de 40 pour cent des engagements de l'AID dans le continent africain. La part de l'Afrique occidentale approche les 35 pour cent (près de 2 milliards USD). C'est en Afrique du Nord que l'APD dans le secteur de l'énergie assurée par les institutions de l'UE est la plus importante (73,5%, 1,8 milliard USD), devant celle du FADES (63%, 1 milliard USD). La BAD consacre la majeure partie de son APD dans le secteur de l'énergie à l'Afrique orientale (57%, 978 millions USD).

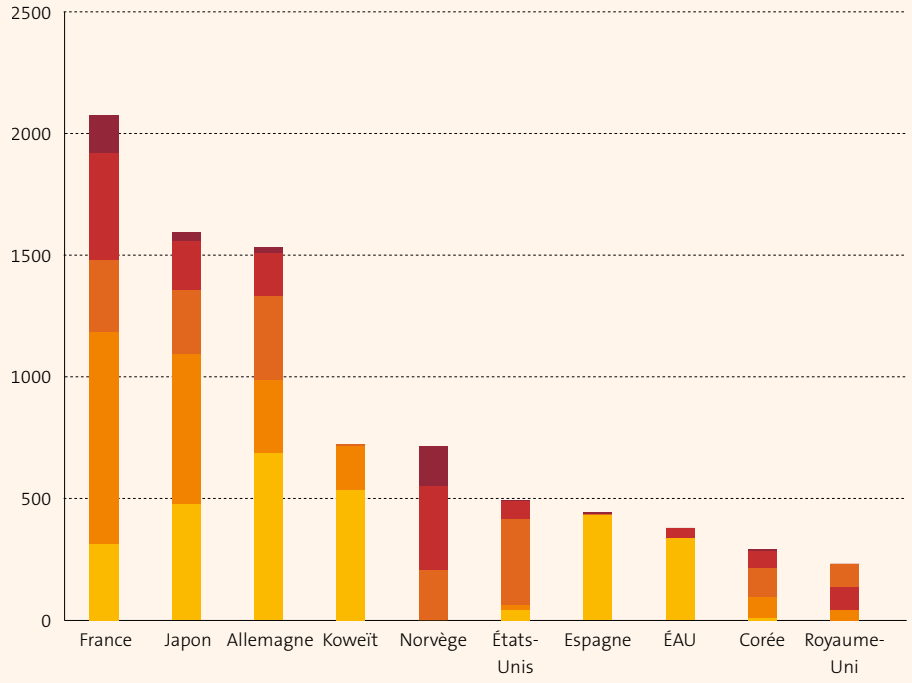
Figure A-3 : Affectation régionale de l'APD dans le secteur énergétique africain, 10 principaux donateurs multilatéraux, 2009–2013 (en millions USD)



Répartition géographique de l'APD dans le secteur de l'énergie assurée par les principaux donateurs bilatéraux

La figure A-4 donne un aperçu de la répartition régionale de l'APD assurée par les 10 principaux donateurs bilatéraux (voir la figure 8). L'Afrique du Nord se classe en tête du portefeuille énergétique de l'Espagne (97%, 429 millions USD), des ÉAU (88%, 335 millions USD) et du Koweït (74%, 535 millions USD). C'est aussi la région qui reçoit la majeure partie de l'APD allemande (45%, 685 millions USD) dans ce secteur. Avec environ 40 pour cent, l'Afrique orientale reçoit la part la plus conséquente de l'APD française (867 millions USD) et japonaise (619 millions USD). La majeure partie de l'APD consacrée au secteur énergétique de l'Afrique australe provient des États-Unis (72%, 354 millions USD), de la Norvège (49%, 449 millions USD) et de la Corée (42%, 122 millions USD). Le portefeuille énergétique du Royaume-Uni est concentré sur l'Afrique occidentale (41%, 96 millions USD). Aucun des 10 principaux donateurs bilatéraux n'accorde un intérêt particulier à l'Afrique centrale.

Figure A-4 : Affectation régionale de l'APD dans le secteur énergétique africain, 10 principaux donateurs bilatéraux, 2009–2013 (en millions USD)



Note: Données agrégées par pays, APD affectée régionalement non incluse. Source de données : Stat. de l'OCDE (2015)

La figure A-5 représente les parts de l'APD affectée au secteur de l'énergie par les 10 principaux donateurs multilatéraux dans chacune des régions africaines. L'association AID de la Banque mondiale est de loin le plus généreux donateur multilatéral dans chaque sous-région africaine, à l'exception de l'Afrique du Nord. Dans toutes ces sous-régions, la BAD est le deuxième donateur multilatéral le plus important. En Afrique du Nord, par contre, l'UE est le plus important donateur multilatéral, devant le FADES.

La figure A-6 illustre les parts des plus importants donateurs bilatéraux dans chaque région africaine pour la période allant de 2009–2013. En Afrique du Nord, l'Allemagne a été le plus important donateur bilatéral, devant le Koweït, le Japon et l'Espagne. En Afrique orientale, la majeure partie de l'APD dans le secteur de l'énergie est assurée par la France et le Japon. En Afrique australe, l'Allemagne, les États-Unis et la Norvège représentent chacun environ 20 pour cent de l'APD consacrée au secteur de l'énergie. En Afrique occidentale, la France est, de loin, le plus important donateur fournisseur d'APD pour l'énergie. En Afrique centrale, la France fournit même plus des deux tiers de l'APD totale accordée par les 10 plus importants donateurs bilatéraux dans le secteur de l'énergie.

Figure A-5 : Principaux donateurs bilatéraux dans chaque région africaine
(part de l'APD bilatérale fournie par les 10 principaux donateurs bilatéraux, 2009–2013)

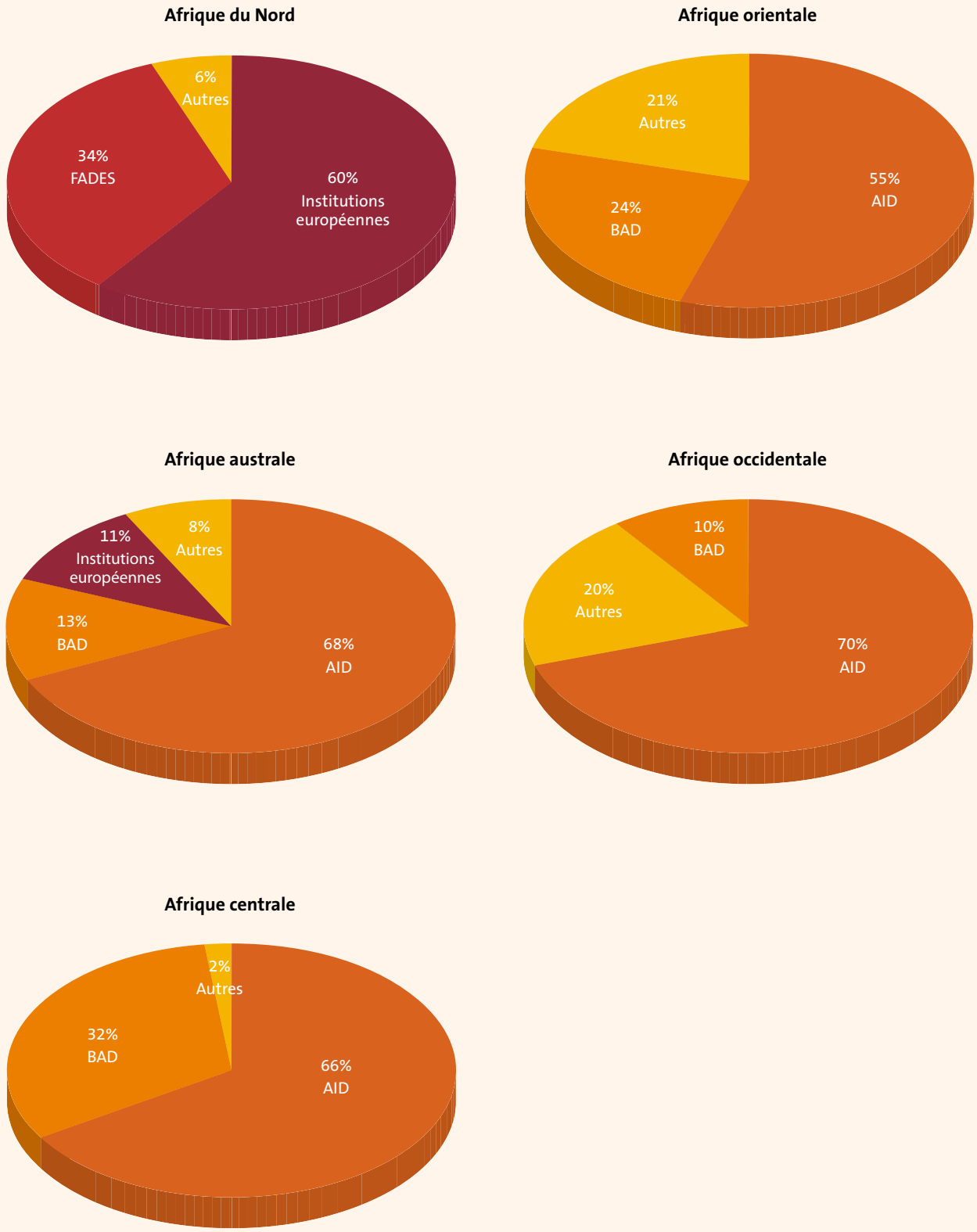
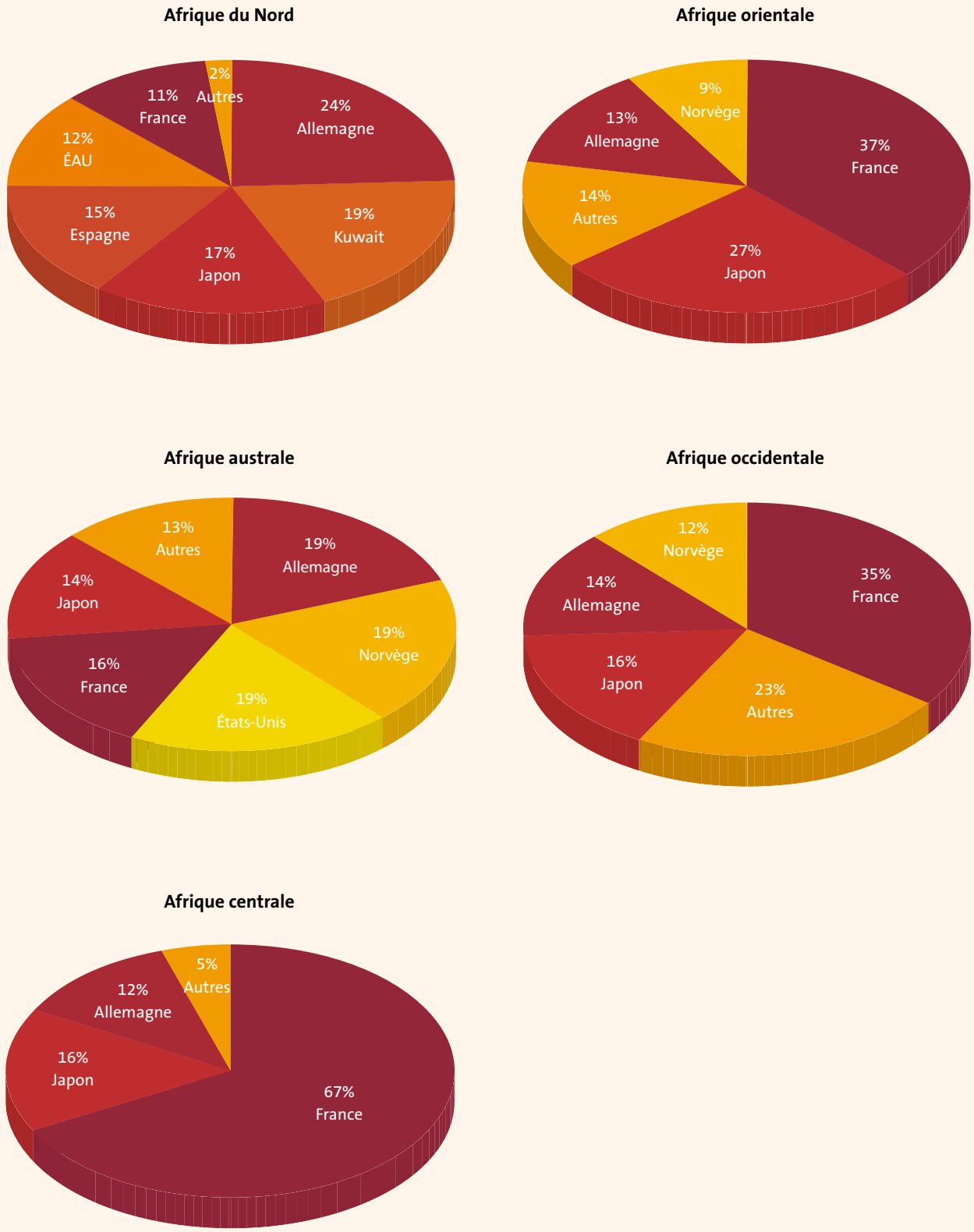


Figure A-6 : Principaux donateurs multilatéraux dans chaque région africaine
(part de l'APD fournie par les 10 principaux donateurs multilatéraux, 2009–2013)



Annexe 5 : Aperçu de modèles dûment remplis d'initiatives et programmes sélectionnés

La liste complète et détaillée des initiatives et programmes sélectionnés est disponible en ligne à l'adresse : *http://www.euei-pdf.org/fr/paee/cartographie-des-initiatives-et-programmes-energetiques-en-afrique*

© Barefoot College